



**Maison de l'Emploi
et de la Formation**

du Pays de la Région Mulhousienne

Juillet 2011



PORTRAIT DE TERRITOIRE

”

RÉDUIRE
les freins culturels et sociaux
à l'accès à l'emploi

ACCUEILLIR
et accompagner des personnes
à la recherche d'un emploi

DÉVELOPPER
une stratégie partagée

ANIMER
la gestion territoriale des emplois
et des compétences

CONTRIBUER
au développement local



1. LA POPULATION DE LA RÉGION MULHOUSIENNE

La démographie du Pays de la Région Mulhousienne

Une croissance faible de la population tirée par son excédent naturel important. La population du Pays est jeune et bien représentée par les femmes au-delà de 60 ans.

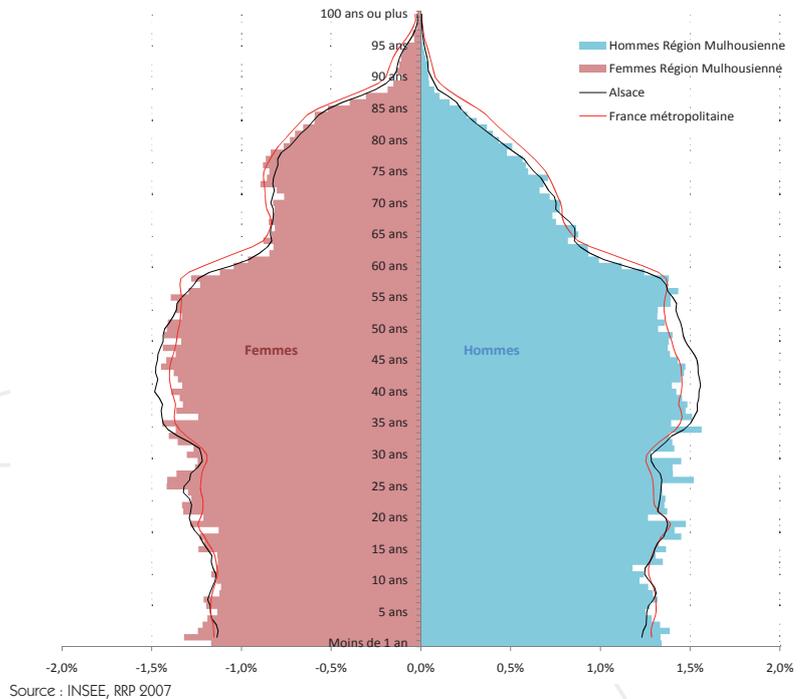
Chiffres clefs 1999-2007 :

- La population a augmenté de 7 418 personnes entre 1999 et 2007, soit 3%, pour s'établir à 257 825 habitants.
- Le taux d'excédent naturel est de 5,8%.
- Le taux migratoire est de -2,1%.
- Le taux de natalité s'élève à 109 pour mille habitants.
- La classe d'âge 0-30 ans représente 40% de la population.

L'excédent naturel désigne la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès pour une période donnée.

L'indice de jeunesse mesure la jeunesse relative de la population dans un espace et à un moment donné. Il est calculé en rapportant la part des individus de moins de 20 ans à la population des plus de 60 ans.

Graphique 1.1 - Pyramide des âges du PRM 2007



Une faible croissance de la population

La population du Pays de la Région Mulhousienne a crû de 3% entre 1999 et 2007. Cette progression est inférieure à celle de la Région Alsace (5,4%) et celle de la France métropolitaine (5,6%).

L'excédent naturel (5,8%) reste élevé et se situe bien au dessus du taux régional (4,7%) et du taux national (4%). Mais, il tend à diminuer depuis 1982 en perdant 1,1 point.

Avec le départ de 4 353 habitants sur la période 1999-2007, le Pays souffre d'un important déficit migratoire (-2,1%) qui poursuit la tendance observée par le passé.

Le poids important de la jeunesse

La pyramide des âges montre que la répartition des différentes tranches d'âge est assez homogène. Toutefois, deux caractéristiques sont à noter :

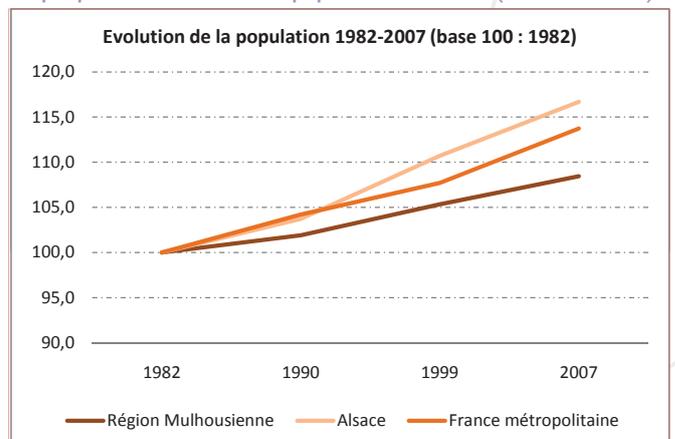
- une part plus importante de la tranche 20-30 ans que pour la France dans son ensemble ;
- une représentation importante des enfants de 0 à 5 ans liée au fort taux de natalité.

Ces faits attestent de la jeunesse de la population du Pays. L'indice de jeunesse est de 1,24 pour le Pays alors qu'il n'est que de 1,14 pour la France.

Passé 60 ans, les femmes sont plus représentées

La population diminue fortement aux alentours de la soixantaine. Les effectifs féminins deviennent majoritaires (58%), les hommes connaissant une importante baisse de leur nombre à mesure que l'âge avance. Ces constats sont proches de ceux observés en Alsace et en France. Un écart se creuse à partir de 75 ans entre les effectifs des hommes du Pays et ceux de la France.

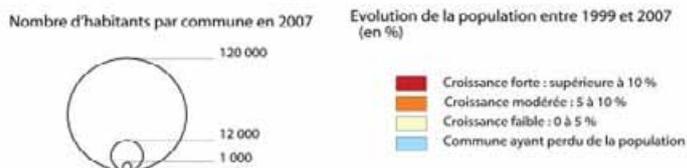
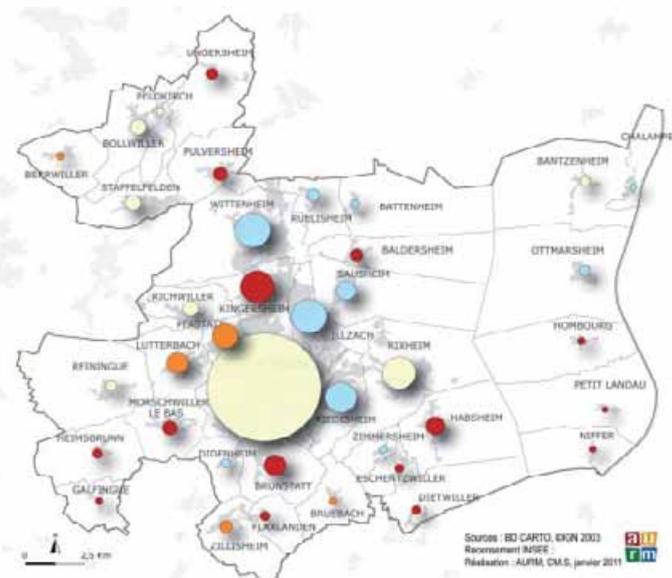
Graphique 1.2 - Evolution de la population 1982-2007 (base 100 : 1982)



Le graphique ci-dessus montre un décrochage du taux de croissance de la population du Pays vis-à-vis des autres niveaux malgré une amélioration au début des années 90.

L'augmentation de la population du Pays ne bénéficie pas à toutes ses communes. La croissance, assez disparate est accentuée par de fortes migrations internes. Un nouvel équilibre entre le Nord et le Sud s'opère.

Carte 1.1 Evolution de la population entre 1999 et 2007



La répartition spatiale de la population est très inégale

La répartition de la population sur le territoire est très inégale. La ville centre et la première couronne concentrent 83% des habitants de la Région Mulhousienne.

La moitié des communes ont un nombre d'habitants inférieur à 2 000 personnes alors que seulement 6 en comptabilisent plus de 10 000. Ainsi, 75% de la population, soit 194 000 habitants, est concentrée dans les 8 communes suivantes : Mulhouse, Illzach, Kingersheim, Wittenheim, Rixheim, Riedisheim, Pfaffstatt et Brunstatt.

L'augmentation de la population est inégalement répartie sur le territoire.

Le croisement des taux de variation de la population, de migration et d'excédent naturel montre que 21 communes connaissent une croissance forte ou modérée. Celle-ci est généralement tirée par un solde migratoire positif qui indique une bonne attractivité. Il ne s'agit pas forcément de personnes venant de l'extérieur. Cet excédent est aussi le résultat de flux internes.

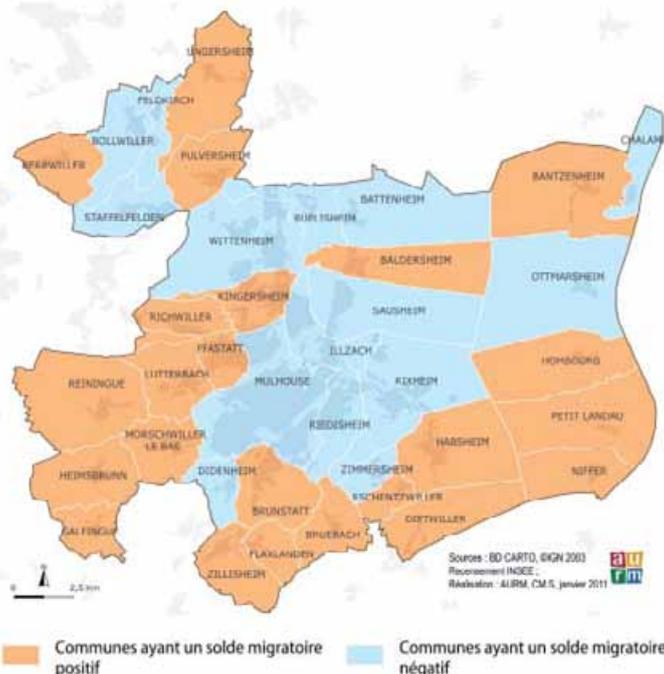
A l'inverse, 15 communes sont caractérisées par une croissance très faible, voire une perte d'habitants, qui ne peut être compensée par une plus forte natalité.

Une forte migration intercommunale

Le recensement montre que les flux résidentiels internes au Pays sont importants entre 1999 et 2007. La somme des pertes de chaque commune s'élève à 9 703 habitants (-6 428 pour Mulhouse). La variation du solde migratoire pour le Pays est égal à -4 353 personnes. Le différentiel de 5 350 personnes correspond à des flux entre les communes du Pays.

Le Pays dans son ensemble connaît un déficit migratoire. Entre 2002 et 2007, les sorties du territoire étaient au nombre de 31 438 alors que les entrées ne se sont élevées qu'à 27 061.

Carte 1.2 Solde migratoire entre 1999 et 2007



Vers un nouvel équilibre

Ces dynamiques tendent à modéliser un nouvel équilibre territorial. En majorité, les communes du Sud sont caractérisées par une croissance de leur population expliquée par un meilleur solde migratoire. En revanche, les communes du Nord et du Nord-Est ont un solde migratoire déficitaire qui n'est pas compensé (ou très peu) par un solde naturel important.

		Accroissement naturel	
		négatif	positif
Taux de migration	négatif	Sausheim	Battenheim, Bollwiller, Chalampé, Didenheim, Feldkirch, Illzach, Mulhouse, Ottmarsheim, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Staffelfelden, Wittenheim, Zimmersheim
	positif	Bantzenheim, Pfastatt, Reiningue	Baldersheim, Berwiller, Bruebach, Brunstatt, Dietwiller, Eschentzwiller, Flaxlanden, Galfingue, Habsheim, Heimsbrunn, Hombourg, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Niffer, Petit Landau, Pulversheim, Richwiller, Ungersheim, Zillisheim

Rouge : communes dont la croissance > 10 %

Noir : communes dont la croissance entre 5% et 10%

Vert : communes dont la croissance < 5%

Bleu : commune qui perd des habitants

Les actifs

La part des actifs dans la population en âge de travailler connaît une légère hausse et s'aligne sur le niveau national. Le taux d'activité masculin est fortement supérieur au taux féminin. La croissance des actifs occupés s'avère plus modérée pour le Pays.

Chiffres clefs 1999-2007

- Le Pays compte 121 259 actifs, soit un taux d'activité de 71,3%.
- Le taux d'activité des Hommes est de 76,2%.
- Le taux d'activité des Femmes est de 66,4%
- Le taux d'actifs occupés, en diminution, s'établit à 85,3% pour le Pays et 78% pour Mulhouse.

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (occupés et chômeurs) et la population en âge de travailler.

Le taux d'actifs occupés représente la part des actifs possédant un emploi sur la population active totale. Il mesure la capacité d'une économie à mobiliser ses ressources humaines.

Une augmentation modérée du taux d'activité

Avec 121 259 actifs, le taux d'activité du Pays s'élève à 71,3% en 2007. Il est au même niveau que celui de la France dans son ensemble (71,6%). Cependant, il est inférieur au taux constaté en Alsace qui s'établit à 73,3%.

Entre 1999 et 2007, le taux d'activité a augmenté, mais dans des proportions moindres que celles observées pour les autres échelons territoriaux (+1,2 points contre 2,4 points pour l'Alsace et 2,3 points pour la France).

Des écarts importants entre hommes et femmes

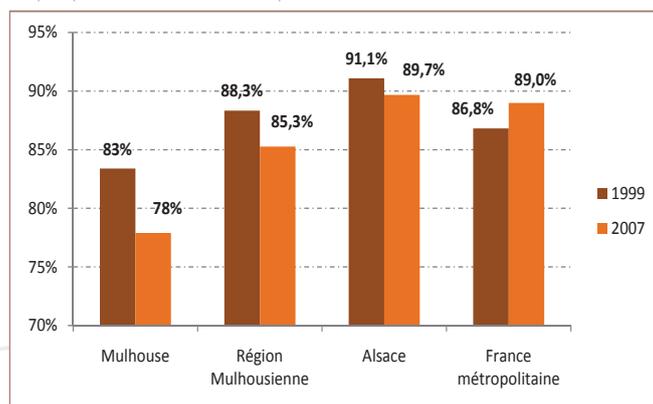
En 2007, le taux d'activité des hommes dans le Pays s'établit à 76,2% alors qu'il est de 66,4% pour les femmes. Cet écart peut traduire un accès au marché du travail plus difficile pour les femmes. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation : typologie de l'emploi (secteurs, types de contrats...), anticipation des difficultés du marché (les femmes se retirant du marché plus facilement), forte natalité, etc. L'écart pour la ville centre (11,3 points) s'avère d'autant plus important.

La croissance plus lente des actifs occupés

Le taux d'actifs occupés pour le Pays en 2007 s'élève à 85,3% contre 88,3% en 1999. Une croissance plus lente du nombre des actifs occupés par rapport à la croissance totale des actifs explique cette diminution de 3 points. Il en est de même pour l'Alsace. Avec un gain de 2,2 points, la situation est inversée pour la France.

Entre 1999 et 2007, le nombre d'actifs occupés dans le Pays n'a augmenté que de 0,6% contre 6,8% en Alsace et 11,5% pour la France. Le marché local de l'emploi connaît des difficultés pour absorber une demande qui croît plus rapidement.

Graphique 1.6 Taux d'actifs occupés en 1999 et en 2007



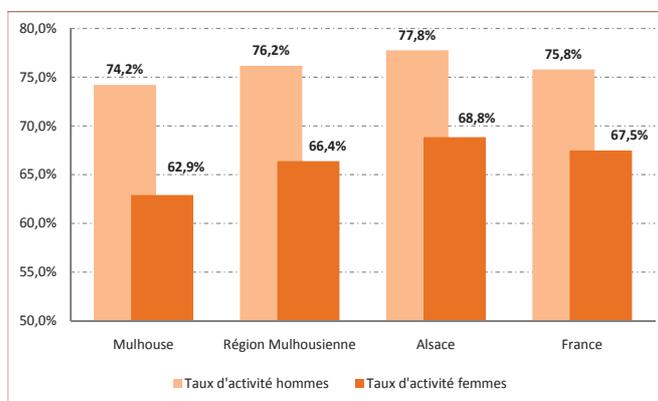
Source : INSEE, RRP 2007

La part des actifs occupés diminue dans Mulhouse

Pour la ville de Mulhouse, le taux d'activité s'établit à 68,6% en 2007. Le nombre d'actifs occupés est en diminution (-6,7%). Son taux passe de 83% en 1999 à 78% en 2007 (hausse du chômage et diminution du nombre d'emplois disponibles).

Concernant le Pays dans son ensemble, les actifs occupés sont moins concentrés dans la ville centre. Leur part était de 40,7% en 1999 alors qu'elle n'est plus que de 37,8% en 2007. Ceci peut s'expliquer par la diffusion des emplois sur le territoire.

Graphique 1.7 Taux d'activité des Hommes et des Femmes en 2007



Source : INSEE, RRP 2007

Les enjeux du Pays



Pour en savoir plus...

- *Population de la Région Mulhousienne : données communales 2007 / AURM, 2010*
- *Les territoires de la créativité / INSEE Lorraine, n° 231-232, août 2010*

Garantir la dynamique sociale, économique et culturelle

Le Pays de la Région Mulhousienne est caractérisé par la jeunesse de sa population, mais aussi par un déficit migratoire important. Or, le fort taux de natalité ne peut assurer à lui seul une dynamique démographique, culturelle ou économique.

Les flux sortants représentent des revenus qui s'en vont, qu'il s'agisse de revenus du travail ou de revenus de transferts. D'une part, ce sont des revenus en moins injectés dans l'économie locale et notamment résidentielle. D'autre part, ce sont des ressources en moins pour les collectivités.

Une baisse des dépenses publiques (investissement et fonctionnement) peut peser sur la qualité de l'offre de services publics. Or, l'attractivité du territoire et le maintien des populations en place reposent en partie sur ce facteur.

Ce sont aussi des compétences qui migrent vers d'autres horizons. Ceci impacte le tissu économique et la compétitivité des entreprises. Le risque est de se retrouver dans un cercle vicieux poussant les individus à exporter leurs compétences.

Renouer avec un excédent migratoire et attirer des CSP "supérieures" constituent des enjeux importants pour le Pays. Rendre un territoire attractif nécessite d'en créer les conditions initiales et de renforcer des aspects qualitatifs. Ceci renvoie à la consolidation du lien social, corollaire du développement économique, ou aux travaux sur les classes créatives¹.

Gouvernance territoriale et solidarité intercommunale

Une divergence entre le Nord et le Sud du Pays s'affirme de plus en plus. Il existe des disparités territoriales importantes qu'il s'agisse de la croissance de la population, de sa répartition spatiale ou de sa composition en termes de CSP.

La pression foncière liée à l'accueil et à l'agglomération de nouveaux habitants sur une partie du territoire peut de facto créer un effet d'éviction de certaines catégories sociales (gentrification). Cela favorise la concentration des catégories sociales, le repli communautaire et le contraste entre les communes.

Un des enjeux des communes du Pays réside dans leur capacité à maintenir ou développer la mixité et garantir la solidarité inter-communale.

Renforcer l'accompagnement des populations

Certaines catégories de la population méritent de faire l'objet d'une attention particulière par les collectivités.

Une population jeune peut effectivement constituer un avantage pour un territoire, encore faut-il pouvoir en tirer parti. Cela pose, par exemple, la question d'une bonne adéquation entre les besoins économiques locaux et l'offre de formations adaptées. Cela nécessite de la coordination et un investissement de la part des acteurs territoriaux.

Le taux d'activité féminin montre un accès plus difficile au marché du travail ou une exclusion de celui-ci plus importante. Afin d'éviter le creusement des inégalités entre sexes, il serait pertinent d'appuyer les actions visant l'insertion et l'accompagnement des femmes vers l'activité.

¹ Voir les travaux de Florida Richard sur le sujet

2 . LE TISSU ECONOMIQUE DE LA RÉGION MULHOUSIENNE

Les établissements du Pays de la Région Mulhousienne

Le Pays de la Région Mulhousienne se caractérise par une tertiarisation toujours plus grande de son tissu économique. Le secteur de la construction tend à se renforcer tandis que l'industrie s'affaiblit progressivement.

Chiffres clefs 2009

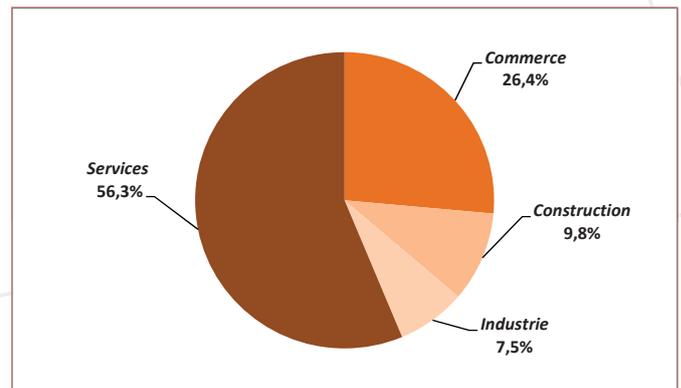
- 12 321 établissements au 1er janvier 2009.
- Une croissance du stock de 4,2% par rapport à 2008.
- 56,3% des établissements appartiennent aux services.
- 7,5% des établissements appartiennent à l'industrie.

Un établissement est une unité économique géographiquement localisée et juridiquement dépendante de l'entreprise.

Une entreprise est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services destinés au marché.

Le stock d'établissements est un dénombrement à un moment donné.

Graphique 2.1 - Composition du tissu selon les secteurs d'activités en 2009



Source : INSEE, REE

Un tissu économique dynamique

Le stock d'établissements du Pays de la Région Mulhousienne s'établit à 12 321 établissements au 1er janvier 2009. Il a augmenté de 4,2% entre 2008 et 2009. Sur la période 2000-2009, cette croissance a été de +32,4%. Cela traduit une certaine dynamique.

La tertiarisation de l'activité continue

Le tissu économique du Pays est dominé par les activités tertiaires qui représentent 83% du total des établissements. Les services sont largement devant avec une part qui s'élève à 56%, suivis par le commerce avec 26%.

Entre 2000 et 2009, les services ont le plus progressé en nombre d'établissements (+49,5%). Le développement des services aux entreprises et l'externalisation de certaines activités des entreprises industrielles jouent un rôle moteur dans cette poussée du secteur.

Le commerce croît faiblement entre 2000 et 2009 (+13,6%). Cette moindre progression peut s'expliquer par l'importance du stock initial (26,4%) par rapport à l'Alsace (24,6%) et la France (22,8%).

La stabilité du secteur de la construction

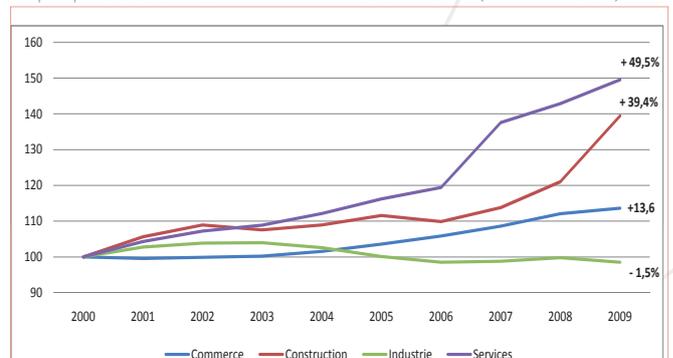
Sur la période 2000-2009, le secteur de la construction a connu une croissance importante de 39,4%. Le graphique 2.2 montre une plus forte augmentation à partir de 2006 qui s'accélère entre 2008 et 2009.

Néanmoins, sa part relative reste stable aux alentours de 10%. La croissance soutenue ne permet pas au secteur de rattraper les niveaux alsaciens (10,7%) et français (12,5%).

L'industrie perd du terrain

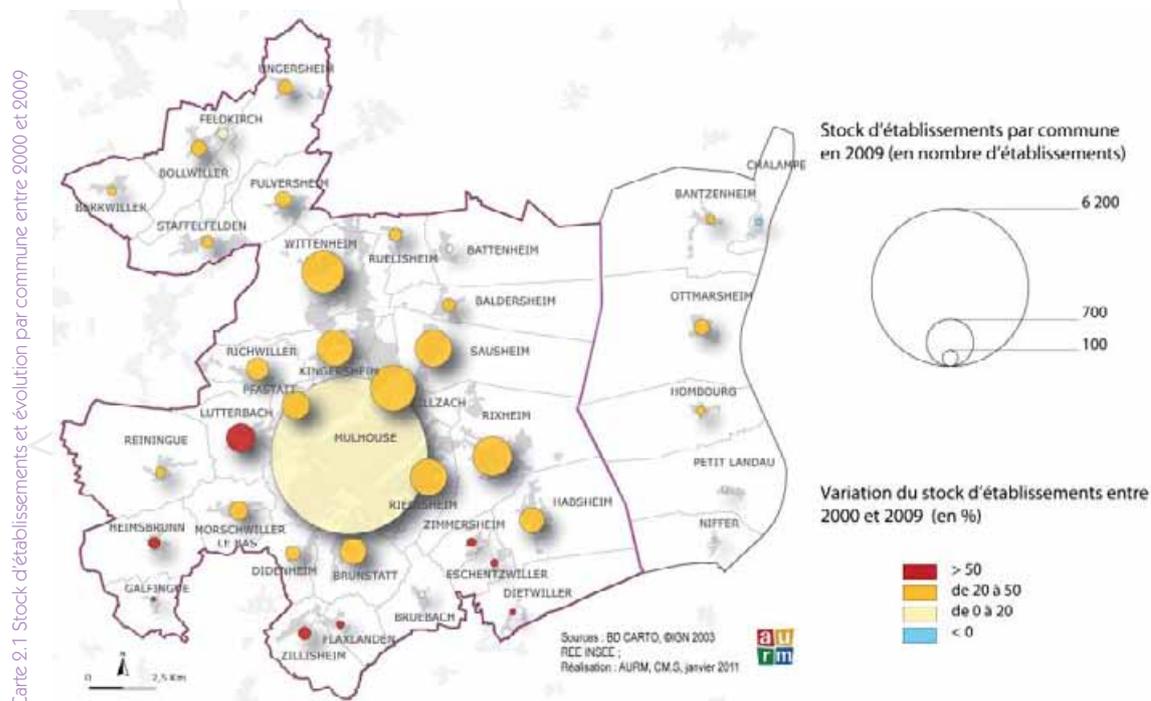
Le stock des établissements industriels, qui s'élève à 918 en 2009, perd des effectifs par rapport à 2008 (-1,3%). La variation sur la période 2000-2009 s'établit à -1,5%. Sa part relative a perdu 2,5 points entre 2000 et 2009. Elle est au même niveau que la France dans son ensemble (7,9%) et légèrement moins représentée que pour la Région Alsace (10,7%). Comparativement aux aires urbaines de même strate, le Pays se situe derrière Montbéliard (8,8%), Saint-Etienne (10%) et Valenciennes (8,5%).

Graphique 2.2 Evolution des secteurs entre 2000 et 2009 (base 100 : 2000)



Source : INSEE, REE

Les établissements restent très concentrés dans Mulhouse, mais ils se localisent de plus en plus en périphérie. La croissance la plus importante s'observe dans le sud et le sud-est du Pays. Les activités tertiaires sont principalement situées dans la ville centre.



La croissance du nombre d'établissements profite aux communes périphériques

En 2009, 6 198 établissements sont localisés dans la ville centre, soit 50% du total. Néanmoins, l'augmentation du stock d'établissements bénéficie aux communes situées en périphérie urbaine.

A l'instar de la croissance de la population et sa répartition spatiale, cela montre une plus grande diffusion des activités sur le territoire.

L'augmentation des besoins liés à la croissance de population, l'accessibilité foncière (plus de surface, prix moins élevés) ou la consolidation des réseaux de communication peuvent être des facteurs explicatifs de cette plus grande dispersion.

Un regain d'activité dans le sud et le sud-est du Pays

Les communes du sud et du sud-est du Pays, plus pauvres en nombre d'établissements, sont aussi celles où la croissance est la plus importante (+50% en moyenne). Le nouvel équilibre qui se

dessine au coeur du Pays donne une place plus importante à ces communes (voir la carte).

Une répartition marquée par le type d'activité

Une analyse de la répartition spatiale des établissements selon l'activité montre une plus grande concentration du tertiaire dans la ville centre (53%). Ces activités sont moins représentées dans les communes les plus éloignées. Les activités industrielles ou de construction se retrouvent quant à elles sur-représentées en première couronne (43% et 45%). En règle générale, ce sont les activités demandant plus d'espace et / ou produisant plus de nuisances qui se retrouvent en périphérie.

Tableau 2.1 Répartition des établissements selon le type d'activité

	Industrie		Construction		Commerce		Services	
Mulhouse	316	34,4%	440	36,3%	1 564	48,0%	3 878	55,9%
1ère couronne	394	42,9%	542	44,7%	1 248	38,3%	2 157	31,1%
2nde couronne	208	22,7%	231	19,0%	444	13,6%	899	13,0%
Total	918	100,0%	1 213	100,0%	3 256	100,0%	6 934	100,0%

Source : INSEE, REE

La démographie des établissements du Pays

Le Pays de la Région Mulhousienne se démarque avec un fort taux de création d'établissements caractérisant un territoire dynamique. Un ensemble de mesures en faveur de la création produisent des effets même si le taux de défaillance est relativement élevé.

Chiffres clefs 2009

- Le taux de création d'établissements est de 18,8% en 2009.
- Le taux de défaillance s'élève à 2,2%.
- 71% des défaillances concernent le tertiaire.

Le taux de création est le rapport du nombre de créations d'établissements d'une année au stock d'établissements au 1^{er} janvier de cette même année.

Le taux de défaillance est le rapport du nombre de défaillances d'établissements d'une année au stock d'établissements au 1^{er} janvier de cette même année.

Un fort taux de création d'établissements...

En 2009, 980 établissements ont été créés dans le Pays de la Région Mulhousienne. Le taux de création s'élève à 18,8% contre 17,7% en Alsace et 17,9% en France métropolitaine.

En 2000, ce taux était de 9,9%. Entre 2002 et 2007, il s'établissait à 12% en moyenne. Diverses mesures en faveur de la création d'entreprises peuvent avoir joué un rôle important dans la progression du taux :

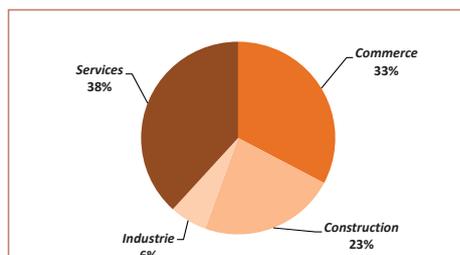
- Loi de modernisation de l'économie adoptée en 2003 ;
- Le dispositif ACCRE (et ses différentes modifications) ;
- Le dispositif NACRE (2009) ;
- Le statut d'auto-entrepreneur qui s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009.

...dopé par l'auto-entrepreneariat

Dans une récente étude, l'INSEE a montré que la création d'entreprises en 2009 avait été dopée par l'auto-entrepreneariat. En Alsace, 7 751 créations d'établissements, soit 50% du total, sont à mettre au crédit des auto-entrepreneurs. Ce rapport est le même au niveau national.

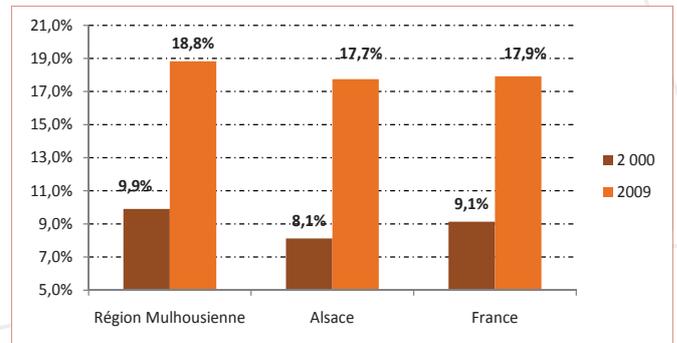
57% des auto-entrepreneurs créent leur entreprise dans le secteur des services. Suivent le commerce avec 25%, la construction avec 12% et l'industrie avec 5%.

Graphique 2.4 Défaillances par secteurs 2009



Source : INSEE, REE

Graphique 2.3 Taux de création d'établissements



Source : INSEE, REE

L'importance des défaillances d'établissements

En 2009, 272 établissements ont fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire, soit une augmentation de 36% par rapport au niveau de 2008 (contre 24% en Alsace et 7% en France métropolitaine). Ceci s'explique par les effets de la crise et par de nombreuses créations (de l'auto-entrepreneariat) qui sont très rapidement en situation de défaillance. Ce sont les activités tertiaires qui sont les plus touchées avec 71% des défaillances.

Le tableau ci-dessous montre que le taux de défaillance pour 2009 est plus important pour le Pays (2,2%) que pour l'Alsace (1,7%) et pour la France (1,4%). Bien qu'en termes relatifs le secteur de la construction ait perdu moins d'établissements que les activités tertiaires, c'est le secteur qui connaît le taux de défaillance le plus important (5,1%).

Le tissu économique du Pays est assez dynamique et son taux de création d'établissements tend à le prouver. Rapporté aux défaillances, cela marque un certain renouvellement mais aussi une certaine fragilité.

	Taux de défaillances 2009 (%)
Région Mulhousienne	2,2
Industrie	1,8
Construction	5,1
Commerce	2,7
Services	1,5
Alsace	1,7
Industrie	1,5
Construction	4,3
Commerce	1,8
Services	1,4
France	1,4

Les zones d'activités

Carte 2.2. Les zones d'activités dans le Pays de la Région Mulhousienne en 2010

LES ZONES D'ACTIVITES DANS LA REGION MULHOUSIENNE



Une multitude de petites zones et des grands ensembles

Le Pays de la Région Mulhousienne compte 67 espaces à vocation économique, ce qui représente environ 2 555 ha dédiés à l'accueil d'établissements.

Comme le montre la carte ci-dessus, une multitude de petites zones parsèment le territoire. Néanmoins, la contiguïté de certains sites offrent des espaces agglomérés formant de grands ensembles. Trois espaces sont particulièrement identifiés :

- le croissant mulhousien constitué de 14 zones et occupant 330 ha
- l'ensemble de la route de Sultz (Kingersheim, Wittenheim et une partie de Richwiller) constitué de 5 zones et occupant 308 ha
- l'ensemble Illzach-Sausheim-Rixheim constitué de 6 zones et occupant 573 ha

A ces ensembles viennent se greffer les sites de Peugeot (327 ha) et de la Bande Rhénane (595 ha).

Une tertiarisation toujours accrue des zones d'activités

Globalement, les zones d'activités accueillent 918 établissements, soit 23% du total. Le tertiaire s'y retrouve en majorité avec 37% d'établissements de services et 36% de commerce. La construction représente de son côté 14% et l'industrie 13%.

44 888 personnes travaillent dans les zones d'activités, soit 54% des emplois du secteur privé du Pays. Il s'agit en majorité d'emplois tertiaires (53%), suivis de près par les emplois industriels avec 39% et enfin 10% d'effectifs de la construction.

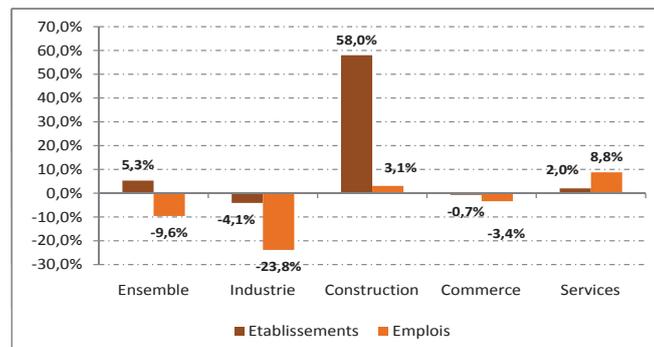
Les évolutions des établissements et des emplois montrent une croissance des secteurs des services et de la construction. Le commerce diminue légèrement tandis que l'industrie connaît un déclin plus important.

Vers de nouveaux questionnements

La périurbanisation tend à intégrer de fait certaines zones dans le tissu urbain.

Se pose dès lors la question de la multi-fonctionnalité des espaces. Puis des aménagements répondant spécifiquement aux problématiques environnementales, de transport et aux nouveaux besoins des entreprises. La requalification des zones arrivées à maturité peut être envisagée. Elle est nécessaire pour soutenir la concurrence avec des zones respectant les normes ISO 14 001. De la même manière, la question de l'animation de ces zones pourrait être posée.

Graphique 2.5 Etablissements et emplois dans les ZAE : évolution 2006-2010



Source : AURM, 2010

L'industrie

Le tissu industriel du Pays de la Région Mulhousienne s'avère fortement concentré autour de quelques activités phares, et notamment de son industrie automobile. Néanmoins, l'érosion des emplois industriels continue.

Chiffres clefs 2009

- L'industrie comptabilise 918 établissements en 2009.
- 18 868 salariés font partie de ce secteur.
- 17 185 salariés sont répartis dans les 10 plus importantes branches.
- L'industrie automobile concentre 49% de l'emploi industriel.
- Entre 2000 et 2009, la baisse des effectifs industriels est de 29,3%.

Tableau 2.2 Les 10 premières branches de l'industrie en emplois en 2009

	En valeur	En %	Variation 00-09
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	541	2,9%	6,3%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	738	3,9%	7,7%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	936	5,0%	-58,4%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	594	3,1%	-11,7%
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	862	4,6%	-18,3%
Fabrication de textiles	448	2,4%	-70,1%
Industrie automobile	9 279	49,2%	-25,7%
Industrie chimique	1 174	6,2%	-39,9%
Industries alimentaires	1 764	9,3%	-25,8%
Réparation et installation de machines et d'équipements	849	4,5%	-8,2%
Total des 10 branches les plus importantes	17 185	91,1%	
Total de l'emploi industriel	18 868		

Source : INSEE, REE

Un secteur caractérisé par sa concentration...

En 2009, l'emploi industriel représente 22,5% de l'emploi total, soit 18 868 salariés. En comparaison, ce chiffre est de 19,2% pour l'Alsace et 18,9% pour la France métropolitaine. Les 10 plus importantes branches du secteur concentrent 91,1% des effectifs de l'industrie. La concentration de l'activité industrielle s'avère très importante dans le Pays.

...et tiré par l'industrie automobile

Près de 50% des salariés de l'industrie sont employés dans l'automobile, ce qui rend le secteur assez dépendant de l'activité de ces établissements. En comparaison, ce taux est de 33,5% pour Valenciennes et seulement de 7,8% pour Saint-Etienne. Néanmoins, il reste modéré à côté des 80,4% atteint par Montbéliard.

Ces différences de taux constatées montrent qu'une plus grande diversification (malgré un tissu industriel important) est possible. Celle-ci tend à rendre le territoire moins dépendant vis à vis d'un nombre limité d'activités, comme c'est le cas pour Valenciennes.

L'érosion continue du tissu industriel

Les effectifs dans l'industrie ont perdu 29,3% entre 2000 et 2009 passant de 26 701 salariés à 18 868. Sur les 10 premières branches, seules 2 ont connu une augmentation de leurs

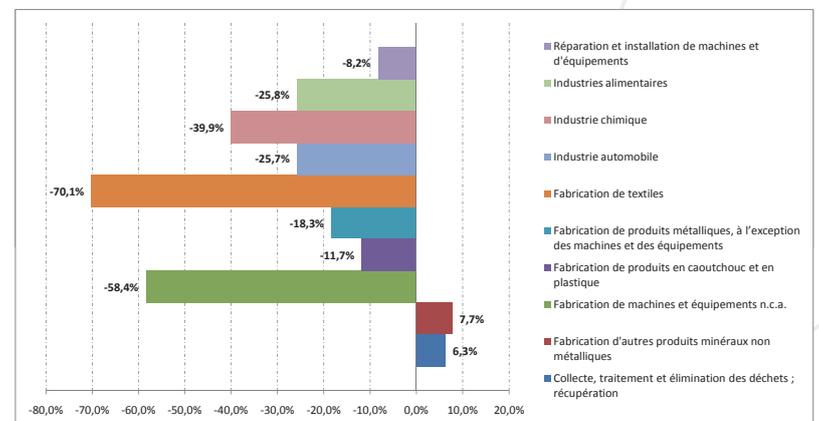
effectifs. Il s'agit de la "collecte et le traitement des déchets" (+6,3%) et la branche "fabrication d'autres produits minéraux non métalliques" (+7,7%).

Les plus fortes diminutions sont constatées dans les activités historiques du territoire :

- L'industrie automobile (-25,7%) ;
- La chimie (-39,9%) ;
- La fabrication de machines et d'équipements (-58,4%)
- L'industrie textile (-70%)

Le territoire subit donc une érosion continue de son tissu industriel qui s'est accélérée depuis le début des années 2000¹. Une moindre compensation de la perte des effectifs entre branches et une réorientation des investissements étrangers peuvent expliquer en partie cette décroissance du secteur.

Graphique 2.6 Evolution de l'emploi 2000-09 dans les 10 premières branches



Source : INSEE, REE

Les services

Le secteur des services continue à s'imposer dans le tissu économique du Pays. La santé humaine et l'action sociale dominant tandis que le soutien aux entreprises, toujours important, accuse un recul marqué.

Chiffres clefs 2009

- Le secteur des services totalise 6 934 établissements en 2009 qui emploient 42 237 salariés.
- Les 10 premières branches comptabilisent 28 242 salariés.
- 25% de l'emploi se situent dans la santé et l'action sociale.
- 23% des emplois aux services des entreprises.

Tableau 2.3 Les 10 premières branches dans les services en emploi en 2009

	En valeur	En %	Variation 00-09
Action sociale sans hébergement	5 433	12,9%	60,4%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	1 580	3,7%	27,5%
Activités des organisations associatives	1 438	3,4%	3,4%
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	1 726	4,1%	-13,0%
Activités liées à l'emploi	3 940	9,3%	-36,9%
Activités pour la santé humaine	2 780	6,6%	27,9%
Hébergement médico-social et social	2 321	5,5%	43,0%
Restauration	2 855	6,8%	11,9%
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	3 640	8,6%	-1,2%
Transports terrestres et transport par conduites	2 529	6,0%	5,4%
Part des 10 branches les plus importantes	28 242	66,9%	
Total de l'emploi dans les services	42 237		

Source : INSEE, REE

Un secteur dominant moins concentré

En 2009, le Pays de la Région Mulhousienne comptabilise 42 237 personnes employées dans le secteur des services et réparties dans 6 934 établissements. Ainsi, ce secteur représente 56,3% de l'activité totale en termes d'établissements et 50% de l'emploi salarié privé (contre 46% en Alsace et 58% en France). Les activités dans le secteur sont mieux réparties que pour l'industrie puisque les 10 premières branches ne concentrent que 67% de l'emploi des services. Cela reste au-dessus des niveaux alsacien (60%) et français (55%).

L'envolée de la santé et de l'action sociale

Un groupe d'activités domine la structure des services, celui de la santé humaine et de l'action sociale. En 2009, 10 534 salariés composent ce groupe, soit 25% de l'emploi total dans les services contre 17,5% en 2000. Le tableau 2.3 montre que les trois branches qui le composent sont celles qui ont connu la plus forte progression.

Le soutien aux entreprises : une part importante de l'emploi qui accuse un recul marqué depuis 2000

Le groupe des activités de soutien aux entreprises s'impose aussi dans le secteur des services. Il représente 23% de l'emploi total du secteur, soit 9 851 personnes, malgré une diminution de ses

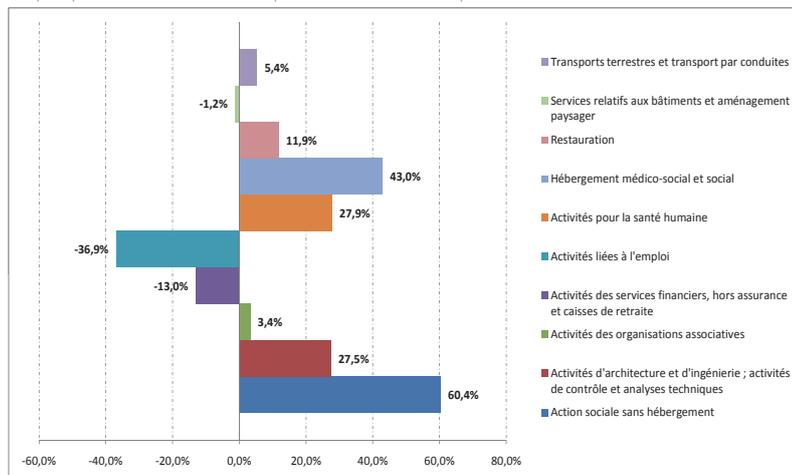
effectifs entre 2000 et 2009 de l'ordre de 15,5%. A ce propos, le graphique 2.7 montre une baisse de 37% dans la branche des activités liées à l'emploi.

De manière générale, cette part importante du soutien aux entreprises est l'effet d'un glissement progressif d'emplois auparavant industriels vers le secteur des services (externalisation), ce qui modère de fait la perte d'emploi dans l'industrie. Il convient aussi d'y ajouter les emplois industriels intérimaires.

Vers des emplois à plus forte valeur ajoutée

De son côté, la branche des activités d'architecture et d'ingénierie se démarque par une progression de ses effectifs assez forte (+27,5%) et dont le nombre de salariés passe de 1 239 à 1 580 en l'espace de 9 ans. Ceci s'explique par un effet de rattrapage du territoire et des besoins plus importants en technicité.

Graphique 2.7 Evolution de l'emploi 00-09 dans les 10 premières branches



Source : INSEE, REE

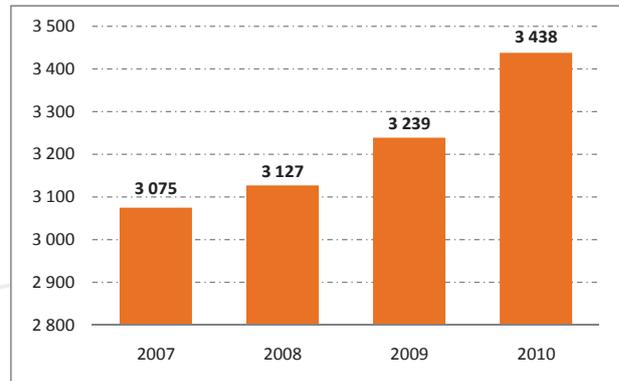
L'artisanat

La croissance du stock d'établissements illustre une certaine dynamique de l'artisanat. La structure de l'emploi montre une croissance des effectifs et notamment non salariés. Il s'agit essentiellement de petites structures.

Chiffres clefs 2010

- 3 438 établissements relèvent de l'artisanat en 2010.
- En 2010, l'artisanat dénombre 23 124 actifs, dont 19 886 salariés (86%).
- 58% des établissements comptent entre 0 et 2 salariés.

Graphique 2.8 Evolution du stock d'établissements de l'artisanat



Source : CMA

Une augmentation constante du stock d'établissements

Au 1^{er} janvier 2010, 3 438 établissements sont ressortissants de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, soit une augmentation de 6% par rapport à 2009.

Entre 2007 et 2010, la croissance du stock d'établissements est de l'ordre de 12%. Celle-ci est continue malgré le passage de la crise de 2008 dont les effets ne sont pas encore épuisés aujourd'hui.

Les immatriculations d'établissements sont toujours supérieures aux radiations, ce qui permet d'avoir un stock en constante augmentation.

Une forte croissance du nombre d'actifs... non salariés

Entre 2009 et 2010, l'augmentation du nombre d'actifs dans l'artisanat s'élève à 17%, passant de 19 713 à 23 124. La croissance des effectifs salariés n'a été que de 6,4% pour atteindre 19 886.

Le nombre d'actifs étant relativement stable (-1% en moyenne) entre 2007 et 2009, la forte progression peut être attribuée à la mise en place du statut d'auto-entrepreneur qui s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009.

Une structure marquée par les établissements de petite taille

Les plus fortes croissances s'observent pour les plus petites structures avec respectivement +39,5% pour les entreprises sans salarié et +6,8% pour

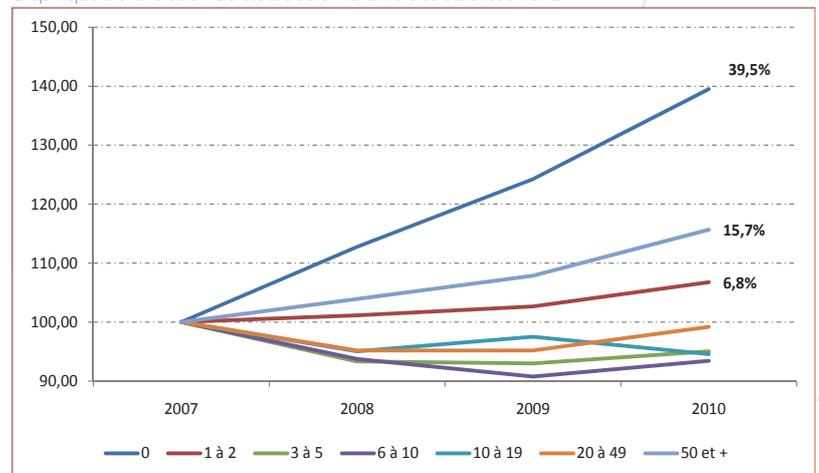
celles comptabilisant jusqu'à deux salariés.

Leur part relative cumulée au sein de l'artisanat passe de 58% en 2007 à 64% en 2010.

En parallèle, les établissements de taille supérieure à 2 salariés connaissent une diminution de leur nombre.

Seuls les établissements de plus de 50 salariés progressent de 15,7% sur la même période. Leur part relative demeure stable avec 1,7%.

Graphique 2.9 Evolution des stocks selon la taille des établissements



Source : CMA

Les enjeux du Pays



Pour en savoir plus...

- *Aperçu de la désindustrialisation dans la zone d'emploi de Mulhouse* / AURM, 2010/11
- *Observatoire des zones d'activités 2010* / AURM
- *Diagnostic sectoriel : le BTP dans le Sud Alsace en 2010* / MEF, 03/2011
- *Diagnostic sectoriel : la métallurgie dans le Sud Alsace en 2010* / MEF, 02/2011
- *Les services à la personne* / MEF, 04/2011
- *Monographies sectorielles (Textile, véhicule du futur, TIC, Chimie et BBC)* / MEF et Sémaphores, 02/2011
- *La création d'entreprise en 2009 dopée par les auto-entrepreneurs* / INSEE, IP, n°1277, janvier 2010

Renforcer l'accompagnement des entrepreneurs

Le tissu économique du Pays bénéficie d'un certain dynamisme qui se retrouve dans son fort taux de création d'établissements. Ceci caractérise un territoire d'entrepreneurs. Néanmoins, il s'agit aussi d'être vigilant sur la qualité des projets. Le taux élevé de défaillances, notamment pour les secteurs de la construction et du commerce, fait état d'une certaine fragilité du tissu.

De son côté, le statut de l'auto-entrepreneur a largement contribué à la croissance du stock d'établissements. Néanmoins, il s'agit d'un statut particulier qui n'est pas assujéti aux mêmes règles que les autres indépendants.

De plus, bien qu'il y ait la notion d'activité en nom propre, il peut subsister des liens de subordination à un employeur. La question est alors de savoir dans quelle mesure il s'agit d'activités structurantes pouvant être analysées au même titre que les autres créations d'entreprises.

Le tissu économique se caractérise aussi par une part importante de l'activité artisanale. Celle-ci reste stable d'une année sur l'autre mais la croissance des établissements montre que l'artisanat demeure attrayant.

Anticiper et préparer le terrain

La tertiarisation continue des activités, et plus spécifiquement la croissance des services, appellent plusieurs questions. D'une part, cela pose la problématique du foncier à vocation économique et de l'immobilier d'entreprise adapté à ce type d'activités. Une plus grande cohérence de projet liée à l'intercommunalité et la création de la ZAC gare vont dans ce sens. D'autre part, cette croissance du secteur invite à la réflexion sur les possibilités et la cohérence des parcours de formation proposés sur le territoire.

Mobiliser les forces du territoire

L'érosion du tissu industriel amène aussi son lot d'interrogations. La question du devenir de certaines zones d'activités ou de bâtiments en friche doit amener une réflexion sur la requalification et l'attractivité. Cela peut s'avérer important en termes d'aménagement du territoire puisqu'il s'agit d'identifier les sites qui pourraient être revalorisés et utilisés dans l'accueil d'autres types d'activités.

En ce qui concerne la pérennité du secteur, la question n'est plus tant de savoir si le territoire est en capacité d'accueillir de nouveaux établissements de grande taille mais plutôt d'analyser la capacité du tissu à accompagner l'émergence d'activités à plus forte valeur ajoutée (en termes de formations, de financements, de recherche, d'accès aux marchés, etc.).

Comprendre les nouvelles dynamiques territoriales

La répartition des établissements sur le territoire met en évidence la diffusion du centre vers les communes périphériques et une forte croissance localisée dans le sud et le sud-est du Pays. Cela pose évidemment la question d'un nouvel équilibre déjà évoqué lors de l'analyse démographique. Il s'agit aussi de l'appréhender à l'aune de la mise en place de la Contribution Economique Territoriale (CET) qui risque de changer la donne en terme de localisation des activités.

3 . EMPLOI, CHÔMAGE, FORMATION

L'emploi : données globales

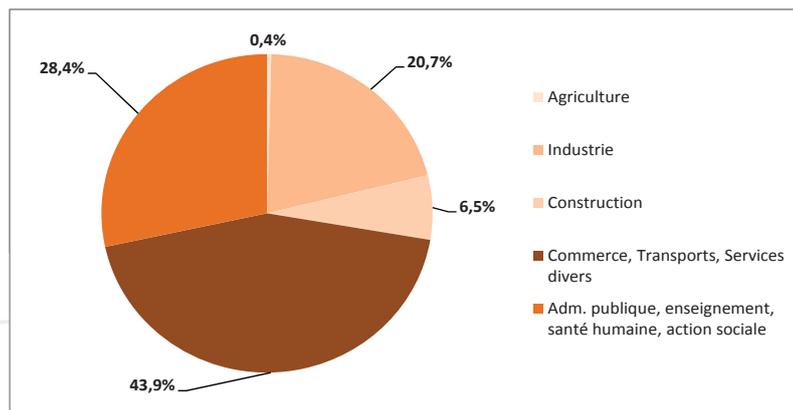
Entre 1999 et 2007 la croissance de l'emploi est assez faible. Sa composition se caractérise par la prédominance accrue de l'emploi tertiaire et une représentation toujours marquée de l'emploi industriel.

Chiffres clefs 1999-2007

- En 2007, 112 478 emplois comptabilisés sur le Pays.
- Une croissance de 5,4% par rapport à 1999.
- 43,9% des emplois dans le tertiaire.
- 20,7% d'emplois industriels.
- 70% des emplois publics concentrés à Mulhouse.

L'emploi au sens du recensement de l'INSEE désigne l'ensemble des personnes ayant déclaré avoir un emploi dans le formulaire de recensement, quel que soit le secteur d'activité.

Graphique 3.1 Répartition de l'emploi selon les secteurs d'activités



Source : INSEE, RRP

Une croissance timide de l'emploi

En 2007, le Pays de la Région Mulhousienne compte 112 478 emplois, soit 5 803 de plus qu'en 1999. Cette croissance de 5,4% reste bien inférieure à celle connue par la région Alsace (+9,3%) et la France (+11,8%) sur la même période.

Le nombre d'actifs résidents ayant un emploi en 2007 est de 103 401, soit une très légère croissance de +0,6% depuis 1999. Le solde entre le nombre d'emplois et le nombre d'actifs occupés est positif (9 077) et plus élevé qu'en 1999 (3 865). Une part non négligeable des personnes occupant des emplois sur le territoire habitent à l'extérieur du Pays.

L'emploi est dominé par le tertiaire mais encore marqué par l'industrie

En ce qui concerne la composition de l'emploi, le graphique 3.1 montre la prédominance du secteur tertiaire privé avec 43,9% des effectifs. Il est suivi par le groupe des emplois de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale (28,4%). Ces chiffres sont un peu plus bas que ceux du niveau national avec respectivement 45,1% et 30,3%.

Ceci s'explique par l'histoire économique du territoire. La composition de son tissu est encore marquée par l'industrie dont l'emploi représente 20,7%. Cette part relative est de 14,8% en France métropolitaine. La région Alsace dans sa globalité possède une structure de l'emploi similaire.

Une centralité importante de l'emploi

En termes de répartition spatiale, 54,6% des emplois du Pays sont localisés dans la ville centre. Ce taux atteint 70% pour les emplois de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale. Ceci n'est pas surprenant puisque Mulhouse concentre aussi les infrastructures qui accompagnent ces emplois.

Communes productives et communes résidentielles

L'indice de concentration des emplois montre une différence très marquée entre des communes de production et d'autres beaucoup plus résidentielles. Par exemple, Sausheim et Chalampé accueillent trois fois plus d'emplois que d'actifs occupés résidents. La situation est inverse pour certaines communes du Sud du Pays. Cette répartition de l'emploi sur le territoire induit des questions sur l'organisation du transport et la mobilité inter-communale.

L'emploi salarié privé

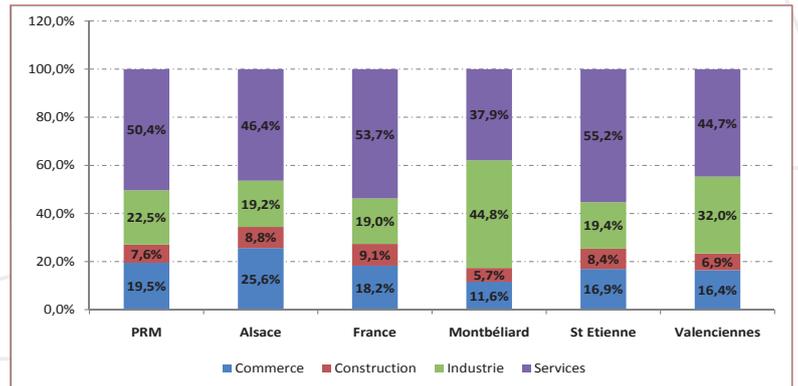
L'emploi salarié privé, qui s'élève à 83 764 personnes en 2009, connaît un recul global de 8,3%. L'industrie perd 29,3% de ses effectifs entre 2000 et 2009. De leur côté, le commerce et la construction sont en plus légère récession tandis que les services connaissent une faible croissance.

Chiffres clefs 2000-2009

- 83 764 emplois salariés privés en 2009.
- Une diminution globale de -8,3% depuis 2000.
- Un recul de -29,3% dans l'industrie.
- Une augmentation de 2,9% des effectifs dans les services et une représentation de 50% du total des emplois.

D'après l'Unédic, l'emploi salarié privé désigne l'ensemble des personnes travaillant dans les établissements du secteur privé employant au moins une personne sous contrat de travail.

Graphique 3.2 Répartition de l'emploi salarié privé selon les secteurs



Source : INSEE, RRP

L'industrie fortement touchée par la diminution de ses effectifs

L'industrie a subi une réduction de 29,3% de ses effectifs passant de 26 701 employés à 18 868 entre 2000 et 2009. Comme cela fut noté précédemment, l'érosion continue et les effets de la crise ont miné l'emploi industriel, même si celui-ci représente encore 22,5% des effectifs du secteur marchand¹.

Cette diminution est inférieure à celle de l'Alsace dans son ensemble (-40,2%) mais supérieure à celle de la France métropolitaine (-18,6%). A titre de comparaison, l'unité urbaine de Montbéliard a perdu 30,1% de ses effectifs industriels, celle de St Etienne 28% et celle de Valenciennes 3,9%.

Deux facteurs peuvent expliquer la situation favorable de Valenciennes :

- Le secteur de l'industrie est moins concentré sur l'automobile (33% de l'emploi contre 45% pour le Pays) et offre une meilleure diversification.
- La présence de Toyota : le constructeur atteint la première place du podium en 2007 avec 13,2% de parts de marché au niveau mondial. Sa capacité de pénétration sur des marchés en pleine croissance peut tirer sa production.

Une diminution moins marquée dans la construction et le commerce

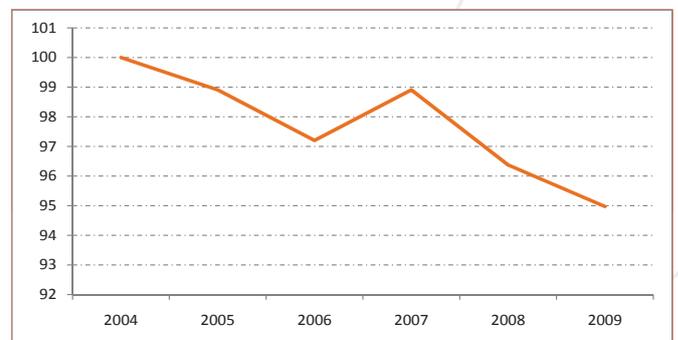
Le secteur de la construction perd aussi des effectifs entre 2000 et 2009 (-7,5%). Dans le même temps, l'Alsace connaît une augmentation de 2,1% et la France de 17%.

Le commerce, qui est déjà bien représenté dans le Pays, subit une légère diminution de ses effectifs (-1,5%). Sa part relative reste au dessus du niveau français avec 19,5% des emplois dans le secteur. Les trois autres unités urbaines se situent en moyenne à 15%.

La faible croissance de l'emploi dans les services

Seul le secteur des services connaît une légère croissance de ses effectifs (2,9%) pour atteindre 42 234 personnes employées. Sa part relative est de 50% (contre 46,4% en Alsace et 53,7% en France). Néanmoins, il s'agit d'une croissance assez faible puisque les effectifs alsaciens ont crû de 8,9% et ceux de la France de 15,5%.

Graphique 3.3 Effets de la crise : évolution de l'emploi salarié privé



Source : Pôle Emploi, Zone d'emploi de Mulhouse

¹Cf le chapitre consacré au tissu économique

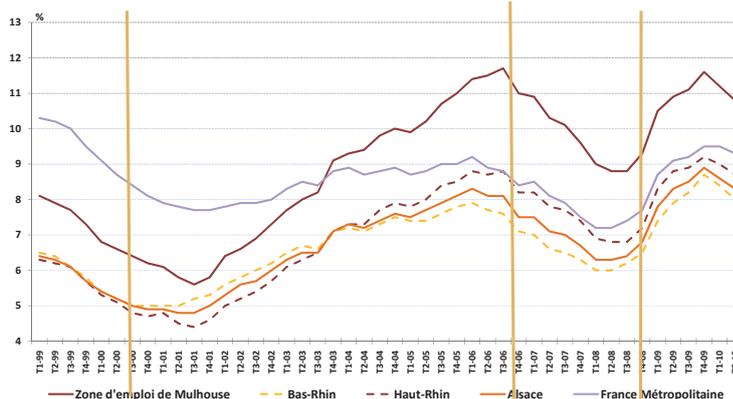
Le chômage dans la zone d'emploi de Mulhouse

Alors que le Pays connaissait une situation face au chômage plus favorable jusqu'en 2001, les difficultés rencontrées par son tissu économique l'ont fortement dégradé. Le fort taux de chômage qui marque le territoire s'inscrit dès lors dans la durée.

Chiffres clefs 2010

- Au 2^{ème} trimestre 2010, le taux de chômage est de 10,8%.
- Il se situe à 8,3% pour l'Alsace et 9,3% pour la France.
- Le taux de chômage gagne 6 points entre 2001 et 2009.

Graphique 3.4 Evolution du taux de chômage entre 1999 et 2010



Source : INSEE, données CVS

Comme le montre le graphique 3.4, quatre périodes ponctuent l'évolution du taux de chômage dans la zone d'emploi de Mulhouse :

Première période : un taux de chômage relativement bas et bien inférieur au niveau national

Entre le 1^{er} trimestre 1999 et le 3^{ème} trimestre 2001, le taux de chômage diminue de 2,5 points, passant de 8,1% à 5,6%. La diminution, partagée à tous les niveaux, est de 1,6 points pour l'Alsace et 2,6 points pour la France. Durant cette période, le taux de chômage est bien inférieur au niveau national.

Deuxième période : le territoire connaît de grandes difficultés dans l'emploi et la forte augmentation du taux de chômage en est la traduction

La situation commence à se dégrader à partir du 3^{ème} trimestre 2001. Le taux de chômage connaît une forte augmentation en passant de 5,6% à 8,2% au 3^{ème} trimestre 2003. Il passe dès lors au-dessus du niveau national. Puis, il atteint son apogée au 3^{ème} trimestre 2006 avec 11,7%.

Les grandes difficultés que connaît l'emploi local, notamment dans le secteur industriel, sont traduites dans cette forte augmentation du chômage. De plus, contrairement à la France dont le taux de chômage stagne, il n'y a pas eu d'effet de compensation (déversement) assez important dans le secteur tertiaire pour atténuer les pertes du secteur industriel.

Troisième période : la situation s'améliore mais le taux de chômage reste élevé

Une nette amélioration est constatée durant la 3^{ème} période, du 4^{ème} trimestre 2006 au 3^{ème} trimestre 2008. Bien que le taux de chômage reste au-dessus du niveau national, il suit la même tendance avec une diminution de 2,9 points. Le taux est alors de 8,8% avant la crise de l'été 2008.

Quatrième période : la crise systémique commence à produire ses effets et le chômage repart à la hausse

La crise systémique qui frappe le monde en 2008 touche à son tour la zone d'emploi de Mulhouse à partir du 3^{ème} trimestre. Le taux augmente alors de 2 points pour atteindre 11,6% au 4^{ème} trimestre 2009 avant de commencer à fléchir au début de 2010.

Les bénéficiaires du RSA en 2009

Avec 9 701 bénéficiaires du RSA en 2009 (dont 78% en RSA « socle»), la proportion dans le Pays (21,1%) est beaucoup plus importante qu'au niveau alsacien (15,2%) ou national (15,1%). Ceci peut s'expliquer par un taux de chômage plus important, un taux d'actifs occupés plus bas et un taux d'activité des femmes moins fort.

Les demandes d'emploi chez les publics fragilisés

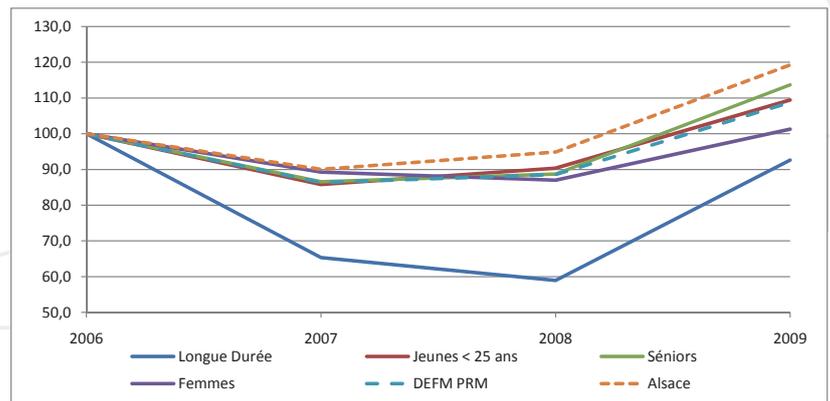
Alors que les demandes d'emploi en fin de mois connaissent une diminution depuis 2005, la crise de 2008 a provoqué un retournement qui a fortement dégradé la situation des publics les plus fragiles. Il aura suffi d'une année pour retrouver et dépasser le niveau de 2006.

Chiffres clefs 2006-2009

- En 2009, le nombre de DEFM est de 19 039.
- Une augmentation générale de 8,8% entre 2006 et 2009.
- La part des femmes au chômage parmi les actives en 2007 est de 16%.
- 30% des DEFM sont de longue durée.
- 20% des DEFM ont moins de 25 ans.
- 14% des DEFM ont plus de 50 ans.

DEFM : Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois

Graphique 3.5 Evolution des DEFM (A, B, C) par type de public



Source : DRTEFP

Après une période d'embellie, les DEFM repartent à la hausse

En 2009, le nombre de DEFM est de 19 039 personnes. L'augmentation générale entre 2006 et 2009 est de 8,8% (contre 19,3% en Alsace). La crise a en effet de nouveau tiré les demandes à la hausse. Cependant, tous les publics n'ont pas ressenti ces variations de manière similaire.

Un fort taux de chômage pour les femmes mais une variation moins importante des demandes

En 2009, 8 555 DEFM émanent des femmes, soit 45% du total. L'Alsace se situe au-dessus avec 47%. La part des femmes au chômage parmi les actives en 2007 est 16% (contre 12% pour l'Alsace et la France).

Après une diminution du nombre de femmes au chômage entre 2006 et 2008 (-13%), celui-ci augmente de nouveau entre 2008 et 2009 (+16,4% contre +28,6% chez les hommes).

De manière générale, les DEFM chez les femmes connaissent des variations, à la hausse comme à la baisse, moins importantes. Ceci peut s'expliquer par différents facteurs :

- Les femmes travaillent dans des secteurs moins touchés par la dégradation générale de l'activité (tertiaire vs industrie)
- La forte natalité dans le Pays a des effets sur l'activité féminine
- Les femmes se retirent plus facilement du marché du travail

Fortes variations et décalage pour les DEFM longue durée.

Avec 5 704 personnes concernées en 2009, leur part (30%) est au même niveau que l'Alsace. Néanmoins, elle a connu une forte progression de +7 points comparativement à 2008.

Alors que les autres catégories commencent à remonter à partir de 2007, les DEFM de longue durée continuent à diminuer jusqu'en 2008. Ceci peut s'expliquer par différents facteurs tels que le renoncement dans la recherche d'emploi ou un décalage de réactivité du territoire face à la conjoncture.

Une part de DEFM constante pour les jeunes et les seniors. Des difficultés latentes face au marché du travail

En 2009, 3 800 jeunes de moins de 25 ans sont au chômage, soit 1 sur 5. Cette part est constante entre 2006 et 2009. Leur nombre a augmenté de 9,4% sur la même période.

Comme pour les jeunes, la part des seniors au chômage (14%) est la même sur toute la période. Elle est de 15% en Alsace. Sur toute la période, leur nombre a augmenté de 13,7%.

Les seniors partagent avec les moins de 25 ans la caractéristique d'être les premiers visés lors du déclenchement de crises. Ils mettent plus de temps à rentrer sur le marché du travail, mais sont en première ligne dès qu'il y a un retournement. Ainsi, l'embellie débutée en 2005 aura été de plus courte durée puisque les effectifs des demandeurs d'emplois «seniors» ont augmenté dès 2007.

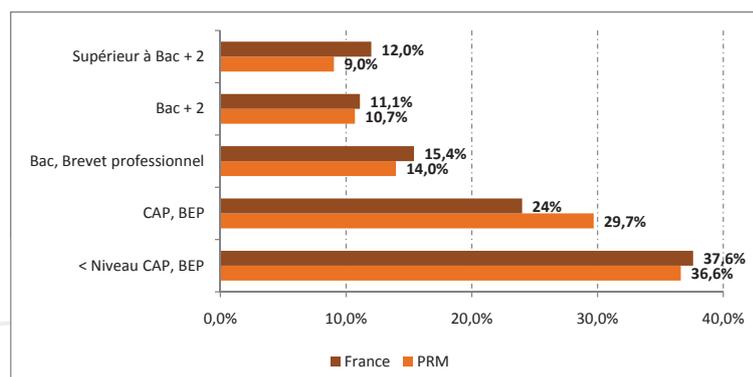
La formation initiale

Le Pays de la Région Mulhousienne se caractérise par un plus faible niveau de qualification de sa population. La sur-représentation des CAP/BEP et la moindre présence de diplômés du supérieur sont en décalage par rapport aux réalités économiques du territoire. Ce constat est d'autant plus fort pour la classe d'âge 20-29 ans.

Chiffres clefs 2007

- 29,7% de CAP et BEP pour le Pays contre 24% en France.
- 9% de diplômés supérieurs à BAC + 2 dans le Pays contre 12% en France.
- 1 jeune sur 4 sans diplôme ou de niveau très faible pour la classe d'âge 20-29 ans.

Graphique 3.6 Diplômes de la population non scolarisée de 15 ans ou plus



Source : INSEE, RRP, 2007

Une part moins importante de personnes n'ayant pas de diplôme ou de très faible niveau

En 2007 la part des personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au CAP ou au BEP (sans diplôme, CEP, Brevet des collèges) se situe en-dessous de la France métropolitaine. Etant donnée la forte corrélation qui existe entre le fait de posséder un diplôme et l'accès à l'emploi, le Pays se trouve dans une situation légèrement plus favorable.

Néanmoins, il est aussi important de noter que dans la classe d'âge 20-29 ans, plus d'un jeune sur 4 a un niveau de diplôme inférieur au CAP ou au BEP (contre 18% pour la France).

La sur-représentation des CAP et BEP

Un second constat réside dans la part largement supérieure pour le Pays des personnes ayant un diplôme du niveau CAP ou BEP (29,7% contre 24%).

Ceci s'explique par le niveau de qualification qui était demandé jusqu'à présent pour répondre à la demande locale en main d'œuvre, notamment industrielle. Or, ce niveau de diplôme ne constitue plus une garantie pour l'insertion sur le marché du travail local.

Moins de diplômés du supérieur

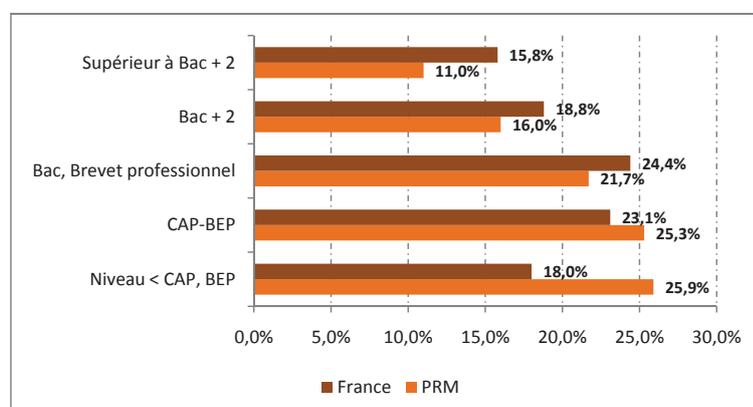
Les chiffres montrent une part des diplômés inférieurs pour le Pays à partir du Bac et surtout dans le supérieur. L'écart entre le Pays et la France semble se creuser à partir du niveau supérieur à Bac + 2 (9% contre 12%). Les écarts sont encore plus grands pour la classe d'âge 20-29 ans.

Ceci pose le problème de l'adéquation entre offre et demande d'emploi dans une société friande de diplômés à plus forte valeur ajoutée et orientée vers l'économie de la connaissance.

S'adapter aux évolutions

De manière générale, ces constats questionnent le modèle de formation qui s'avérait sûrement adapté au contexte industriel mais qui perd de sa pertinence et de son efficacité face aux évolutions du tissu économique et aux exigences croissantes des entreprises en matière de qualification. Le niveau de formation requis est dorénavant plutôt orienté vers le Bac professionnel, voire dans certains cas vers les BTS.

Graphique 3.7 Diplômes de la population non scolarisée des 20-29 ans



Source : INSEE, RRP, 2007

Formation continue et VAE

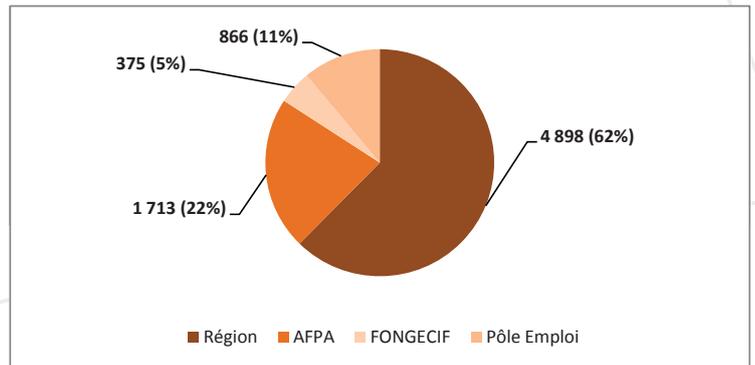
La Région Alsace s'affirme dans son rôle de financeur de la formation continue. De leur côté, les validations d'acquis de l'expérience (VAE) connaissent un succès croissant, notamment dans les services.

Chiffres clefs 2006-2009

- 7 852 personnes entrées en formation continue en 2009.
- 62% des formations financées par la Région.
- Une hausse de 46% des entretiens pour les VAE entre 2006 et 2008.
- 56% des demandes émanent de salariés employés dans les services.

PRC : les Points Relais Conseil informent le public sur la validation et les certifications. Ils font parties du dispositif régional inter-services d'information conseil en validation des acquis de l'expérience.

Graphique 3.8 La formation continue : nombre et part des stagiaires par financeur en 2009



Source : OREF, Réalités territoriales

Formation continue : l'importance grandissante de la Région

En 2009, 7 852 personnes sont entrées en formation continue dans le Sud Alsace, soit 29,9% du total de la Région Alsace. Il s'agit essentiellement de demandeurs d'emploi (82%).

La Région arrive en tête des financeurs de la formation avec 62% des effectifs stagiaires. Ils représentaient 54% en 2007. La Région semble donc assumer de plus en plus sa compétence en matière d'apprentissage et de formation professionnelle. Celle-ci fut d'ailleurs renforcée en 2003 lors de la révision constitutionnelle.

Viennent ensuite, par ordre décroissant, l'AFPA (22%), le Pôle emploi (11%) et le FONGECIF (5%). Avec la crise, le rôle du Pôle emploi en matière de formation a été renforcé car une faible part des chômeurs avait accès à la formation. Dorénavant, Pôle emploi peut faire de l'achat de formation. A noter également que le FONGECIF a créé une permanence à Mulhouse.

Les VAE : un succès grandissant, notamment dans les services

Du côté des VAE, 420 personnes ont bénéficié d'un entretien au PRC de la CCI Mulhouse Sud Alsace en 2008. Celles-ci sont en forte hausse depuis 2006 (+46%). Paradoxalement, il faut noter une baisse du nombre de personnes reçues au PRC (918 soit une diminution de 46% depuis 2004).

Le public ayant bénéficié d'un entretien est composé majoritairement de femmes (57%) et se situe essentiellement dans la classe d'âge 30-44 ans (55%).

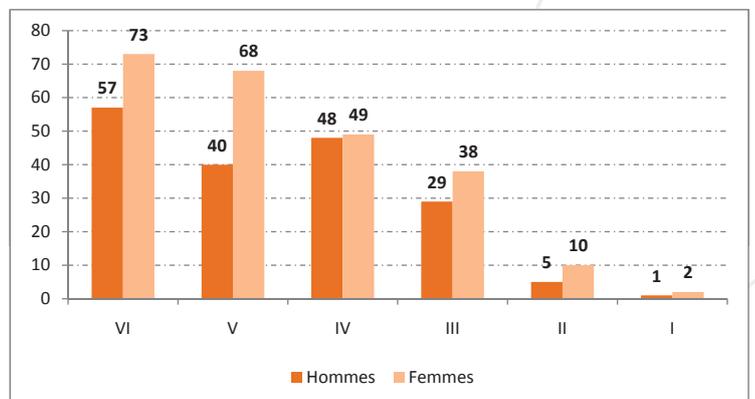
Néanmoins, le public de plus de 45 ans progresse fortement entre 2007 et 2008 (+76%).

Le nombre de personnes ayant bénéficié d'un entretien conseil est fonction inverse du niveau d'étude. Plus ce niveau est élevé, moins il y a de candidats. Ainsi, 56% des personnes ont un niveau d'étude inférieur au Bac (niveau V et VI).

Concernant la situation professionnelle, il s'agit majoritairement de personnes étant en CDI (46% et de demandeurs d'emploi (42%). Quatre secteurs d'activités arrivent en tête des demandes : les services aux entreprises (26%), les services aux personnes (26%), l'industrie (19%) et le commerce (16%).

Globalement, en Alsace, 1 762 dossiers sur 1 854 (95%) ont été jugés recevables en 2008. Par la suite, 1 103 dossiers ont été présentés devant un jury. Le taux de réussite des VAE est élevé. Ainsi, 92% des candidats ont terminé leurs parcours avec une validation (31% partiellement et 69% totalement).

Graphique 3.9 VAE : niveau d'études des personnes ayant bénéficié d'un entretien par sexe en 2008



Source : CCI

Le PLIE

Les effets de la crise se sont fait sentir en termes de nouvelles entrées, en effet l'année 2010 a vu nombre de personnes suivies dans le cadre du PLIE augmenté de 160 %. Pas d'augmentation significative du taux de sorties positives et une forte baisse de l'accès à la formation.

Chiffres clefs 2010

- 52,06% des bénéficiaires sont des femmes.
- 67,29 % sont des personnes ont un âge compris entre 25 et 44 ans.
- 12,38 % sont des jeunes
- 46,77 % ont au moins 2 ans de chômage à l'entrée dans le Plie.

PLIE : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi

Sorties positives : Emploi en CDI ou CDD de 6 mois ou plus, missions en intérim de 6 mois ou plus, contrat de professionnalisation, création d'entreprise, validation d'une formation qualifiante par un diplôme de Niveau V minimum

Sorties autres : Abandons volontaires, amélioration de situation (retraite par ex...), déménagement, décès, incarcération, maladie, maternité, changement de dispositif (orientation rSa social)

Forte évolution des personnes bénéficiant d'un accompagnement renforcé dans le cadre du PLIE

L'année 2010 a été marquée par l'arrivée dans le dispositif du Plie de l'accompagnement des bénéficiaires du revenu de solidarité active (rSa socle) dans le cadre du Plie. Ainsi le partenariat mis en place en 2010 MEF – Conseil général du Haut-Rhin a permis d'augmenter l'offre d'accompagnement et de mutualiser les opérations en faveur de l'ensemble des publics en grande difficulté d'accès à l'emploi ou d'intégration dans une formation sur le territoire du pays de la région mulhousienne.

La mise en œuvre du rSa au 1er juin 2009 a conduit au démarrage d'une expérimentation à Mulhouse pour l'accompagnement renforcé des publics bénéficiaires du rSa. Cette expérimentation a été généralisée à l'ensemble du territoire du Pays de la région mulhousienne. En 2009, le nombre de bénéficiaires du rSa accompagnés par le dispositif était de 592 pour atteindre 1 220 personnes en 2010 soit une augmentation de 235 %. Comme pour l'année 2008, la population masculine occupe une part importante des entrées dans le dispositif avec 51,63 %.

Sorties à l'emploi plus importantes

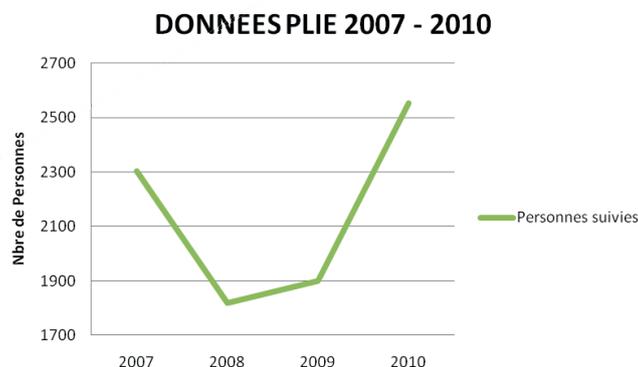
Les sorties du dispositif en 2010 ont été caractérisées par une augmentation du motif emploi par rapport à la formation diplômante ou professionnalisante : 58,07 % des sorties du dispositif sont liées à l'emploi contrairement à l'année 2009 où le taux était de 42 %. Cependant, les sorties pour formations qualifiantes ont diminué de 6,43 points entre 2010 et 2010, passant de 43 personnes

Tableau 3.10 Données du PLIE de la Région Mulhousienne entre 2008 et 2010

	2008		2009		2010		Variation 2010-2009
	Nbre	En %	Nbre	En %	Nbre	En %	
Personnes suivies	1817		1900		2553		134%
Entrées dans le dispositif	301		665		1075		159%
Sorties positives	252	42,1	241	58,07	261	53,05	108 %
Dont emploi	241	95,6	198	78,6	231	88,5	117%
Dont formation	11	4,4	43	21,4	30	11,05	-30%
Sorties autres	346	57,9	174	53,0	221	45,85	127 %
Sorties totales	598	100	415	100	482	100	116%

Source : PLIE juillet 2011

Graphique 3.11 Personnes suivies dans le PLIE entre 2007 et 2010



Source : PLIE

pour 2009 à 30 personnes en 2010.

Le nombre de personnes embauchées en 2010 a été de 226 personnes, celles en formation de 30 et celles en création d'entreprise de 7.

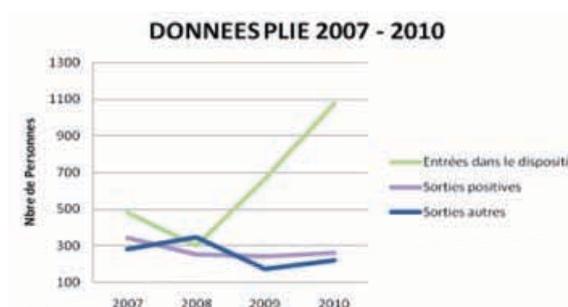
Après une étude des sorties du dispositif, on peut également constater une baisse du nombre de personnes embauchées en contrat à durée indéterminée. L'évolution a été de -26,85 % entre 2009 et 2010. Cependant, l'activité Intérim a redémarré en 2010 : le nombre de sorties pour une embauche dans une entreprise intérimaire a cru de 19,16 points entre 2010 et 2009 passant de 14,64 % des embauches en 2009 à 33,8 % pour 2010 confirmant les prémices d'une légère reprise économique. Le nombre de sorties pour un contrat à durée déterminée évolue à la hausse de 28,8 % en 2009 à 41,59 % pour 2010. L'intérim et l'activité liée à une embauche à durée déterminée laisse penser que les entreprises ne sont pas encore sûres de l'évolution de leur activité économique.

La création d'entreprise est stable en nombre de créateurs d'entreprises (7)

Le PLIE suite

Les sorties pour un autre motif en 2010 (221) ont été caractérisées par une augmentation des déménagements du territoire du Pays de la région mulhousienne de 11,17 % (en 2009) à 19,91 % (en 2010) du total des autres sorties du dispositif. Les sorties pour cause médicale ont également progressées (5,59 % en 2009 contre 9,5 % en 2010). Les abandons volontaires ont diminué entre 2009 et 2010 passant de 13,78 % du total des sorties 2009 à 7,85 % pour 2010.

Graphique 3.12 Entrées et sorties du PLIE entre 2007 et 2010



Source : PLIE juillet 2011

Les enjeux pour le Pays



Consolider le tissu économique et accompagner l'innovation

Depuis 2000, le Pays de la Région Mulhousienne connaît d'importantes difficultés liées à l'emploi. La faible croissance qui caractérisait le territoire jusqu'en 2007 a été balayée par la crise survenue en 2008. Celle-ci a accéléré le processus de désindustrialisation sans qu'il y ait pour autant un phénomène de compensation du côté des services.

La structure du tissu économique, qui se caractérise par une forte concentration des établissements et une faible capacité de réactivité face aux chocs conjoncturels, peut expliquer en partie la détérioration rapide de l'emploi.

L'aggravation du taux de chômage, et notamment des publics les plus fragiles, est le corollaire d'une situation de l'emploi qui se détériore. Etant donné la croissance molle qui se profile, le modèle actuel ne permettra pas d'apporter d'amélioration rapide à cette situation.

Plusieurs outils et leviers peuvent être mis en place pour accompagner la transition du tissu économique.

Adapter la formation aux réalités économiques

Le faible niveau de qualification de la population et le décalage qui existe entre celui-ci et les nouvelles exigences du marché du travail apparaissent comme un sérieux frein pour l'adaptation du territoire à l'économie de la connaissance.

L'élévation du niveau de formation de la population constitue un objectif important qui suppose un renforcement des liens entre le monde éducatif et le monde de l'entreprise.

Les enjeux de l'orientation

Dans ce contexte, la mise en place du service public de l'orientation et la création de la Cité des métiers de la Région Mulhousienne constituent un atout précieux pour l'orientation du public et notamment des jeunes, qui arrêtent trop souvent prématurément leur scolarité. L'orientation ainsi renforcée peut leur

Pour en savoir plus...

- *Information et bilan du PLIE* / Site Internet de la MEF : <http://www.mef-mulhouse.fr>
- *Transvers'AL* / Site Internet de la MEF et site Transvers'AL : <http://www.transversal-sudalsace.fr>

permettre de reconsidérer le rôle de la scolarité et d'opérer des choix professionnels plus en adéquation avec le marché du travail et ses orientations d'avenir.

Accroître la transversalité des qualifications et compétences

La diversification du tissu économique suppose une meilleure adéquation de la formation et l'amélioration des compétences. Il s'agit de passer d'une spécialisation sectorielle à une spécialisation fonctionnelle. Faciliter les transitions professionnelles devient un objectif majeur et les efforts des branches pour valoriser les qualifications transversales au travers du Certificat de Qualification Professionnelle Inter-branches par exemple méritent d'être soulignés. Ils constituent des outils de la sécurisation des parcours professionnels.

Pérenniser les efforts sur l'accompagnement des salariés et des personnes en difficulté

Les différents dispositifs existants pour accompagner les personnes en difficulté (PLIE) et les systèmes qui permettent une amélioration des compétences ou leurs reconnaissances (Formation continue, VAE) s'avèrent plus que nécessaires dans ce contexte. En effet, la crise touche en priorité certaines catégories de la population et notamment les moins qualifiées ou les plus éloignées de l'emploi. Ils doivent alors permettre une meilleure formation et évolution des compétences tout en favorisant l'insertion des publics les plus fragilisés, enjeu de cohésion sociale. A ces dispositifs « de droit commun » s'ajoutent localement deux mesures. D'une part, le bassin d'emploi de Mulhouse est éligible au dispositif « Contrat de transition professionnelle » qui vise à accompagner les salariés dont le licenciement économique est envisagé. D'autre part, les branches participent activement à la démarche « Transvers'AL » impulsée par les Maisons de l'Emploi du Sud Alsace pour anticiper les mutations économiques grâce à une gestion territoriale des emplois et des compétences.

PORTRAIT DE TERRITOIRE

ÉLÉMENTS POUR UN DIAGNOSTIC SECTORIEL



Éléments pour un diagnostic sectoriel dans le Pays de la Région Muhousienne

ÉLÉMENTS DE MÉTHODE

Pour analyser un tissu économique, il est fait généralement appel à l'évolution des branches, voire des activités. L'attention est alors focalisée sur l'évolution des établissements et/ou des emplois. Cette approche est donc essentiellement quantitative. Il est ainsi possible de savoir si telle ou telle branche a gagné ou perdu des emplois, mais rien n'est dit sur la nature des emplois gagnés ou perdus. S'agit-il par exemple d'emplois de cadres ou d'ouvriers, d'ouvriers qualifiés ou non qualifiés ?

Pour pallier cette carence, une autre approche a été développée ces dernières années. Elle consiste à s'intéresser aux métiers et à leurs évolutions. Il est alors possible de répondre aux questions énoncées ci-dessus, mais le lien avec l'activité précise est perdu. Par exemple le métier de commercial peut s'exercer dans la branche commerce, mais aussi dans des entreprises de services ou industrielles, voire des organisations associatives.

Ces approches "métiers" sont cependant fort utiles. Elles rappellent en effet la transversalité d'un bon nombre d'emplois. L'emploi de conducteur de machine par exemple n'est pas spécifique à une branche, loin s'en faut. On peut retrouver ces conducteurs dans la taille de pierre, dans les industries textiles, mécaniques etc. Les approches "métiers" constituent un élément important de connaissance dans la mise en place de dispositifs transversaux de qualification ou de transitions professionnelles. C'est pour aller en ce sens que des branches industrielles et commerciales ont créé, depuis 2005 des Certificats de Qualification Professionnelle Inter-branches.

Le Ministère du travail, de l'emploi et de la santé, au travers de la Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques (DARES), a ainsi publié en 2007 une prospective des métiers à horizon 2015.

Reprenant les tendances observées par le passé et en y intégrant notamment les départs en retraite prévisibles, il est possible d'apprécier les évolutions à venir des métiers.

La DARES propose un regard à deux niveaux :

1. Au plan quantitatif, les données connues sont prolongées sur les années à venir. Le volume d'emplois concernés pour chaque métier au plan national, autorise cette transposition.
2. Au plan qualitatif, le travail de la DARES s'appuie sur les observatoires de branches notamment, qui permettent d'estimer la justesse des projectifs quantitatifs réalisés et d'intégrer les évolutions de savoir-faire, de qualification ou de compétences qui vont affecter les différents métiers analysés.

C'est cette dernière dimension, qualitative, qui a retenu notre attention dans les pages qui suivent. La structure du tissu économique local étant spécifique (très concentrée sur quelques branches) et le volume d'emplois souvent faible dans certaines branches, il ne saurait être question de transposer au plan local les projections d'emplois nationales.

Par contre, il est possible de :

1. voir si les tendances analysées au plan national se retrouvent ou non au plan local.
2. savoir si les évolutions constatées au plan national auront ou non un fort impact local et ce au vu du volume d'emplois des branches où sont concentrés ces métiers.

LA PROSPECTIVE EMPLOI 2015 : MÉTIERS DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE L'ÉLECTRONIQUE

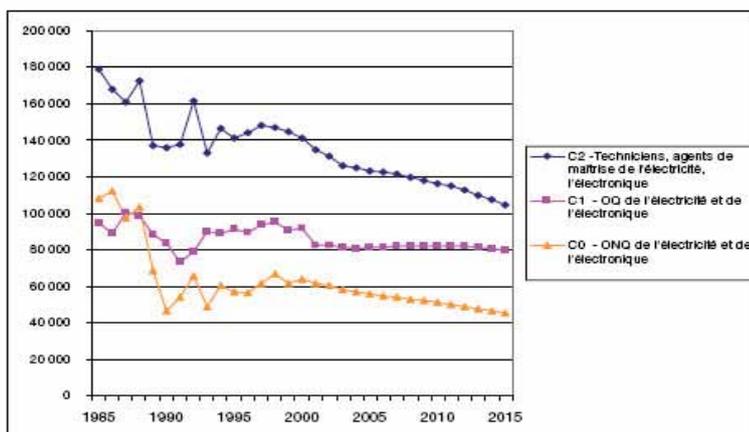
Dans ces métiers, l'emploi est en repli depuis la fin des années 90 et la tendance devrait perdurer. Les départs en retraite seront encore nombreux.

Les marchés de l'électronique et de l'électricité sont internationaux et de nombreuses délocalisations ont lieu. De ce fait, les entreprises restant en France ont tendance à se positionner sur des petites séries, individualisées.

Sont recherchées les doubles compétences. Le niveau de diplôme croît donc, même pour des postes réputés non qualifiés dont le nombre est orienté à la baisse.

Seuls les postes qualifiés de l'électronique se maintiennent en volume car il s'agit de compétences transversales à de nombreuses industries.

C Electricité et électronique : l'évolution de l'emploi de 1985 à 2015



Source : DARES

Etablissements et emplois 2001 et 2009, Pays de la Région Mulhousienne

	Ets 2001	Ets 2009	Evol. Nb	Eff 2001	EFF 2009	Evol. %	Poids en %
Ind. Composants élec. Électron	13	7	-6	468	107	-77	0,13
Télécommunication	5	12	7	62	67	8,1	0,08
Fab Equipt élec. Électron	18	12	-6	225	147	-34,7	0,18
Total	36	31	-5	755	321	-57,5	0,38

Source : UNISTATIS

Les métiers de l'électricité et de l'électronique se retrouvent majoritairement dans les trois branches d'activités ci-dessus. Les industries des composants électriques et électroniques ainsi que la fabrication de matériel électrique ont connu une baisse sensible du nombre des établissements et des effectifs salariés (respectivement -361 et -78 postes). Les télécommunications ont maintenu leurs effectifs, avec un nombre un peu plus important d'établissements, qui sont donc de plus petite taille.

Le tissu économique local sera peu impacté par les évolutions des métiers de l'électronique et de l'électricité dans la mesure où ces trois

activités pèsent peu dans l'économie locale. A elles trois, avec 321 postes, elles ne représentent que 0,38% des effectifs salariés privés.

Reste toutefois à veiller à ce que les besoins transversaux en compétences soient satisfaits et à s'assurer que le niveau de formation et de qualification des entrants corresponde bien aux évolutions constatées au plan national, qui tendent à des niveaux de qualification croissants.

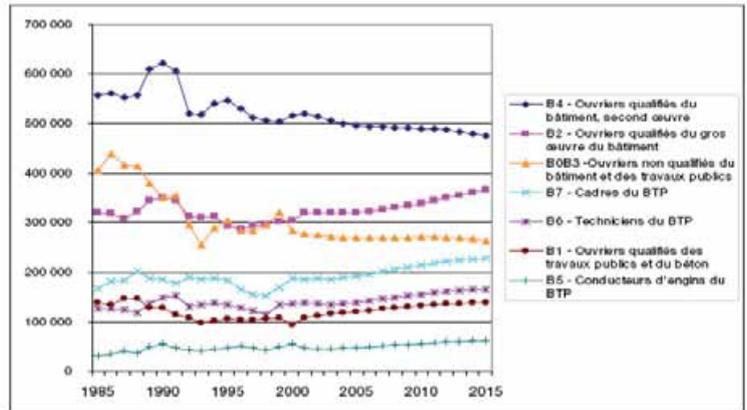
- CAS et DARES, Les métiers en 2015, 2007
- BIPE, Etude prospective de l'activité et des emplois dans les industries métallurgiques à horizon 2015, selon différents scénarios, étude pour l'UIMM, 2006
- Nodal Consultants, Les voies de l'innovation dans les métiers de la métallurgie, étude stratégique pour la DGE, 2005

LA PROSPECTIVE EMPLOI 2015 : MÉTIERS DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

L'emploi dans ce secteur est globalement en hausse. Cette hausse est soutenue par :

- des difficultés structurelles à recruter, alimentées par le faible attrait ou la faible capacité des PME, majoritaires dans ce secteur, à retenir leurs salariés qui fuient la pénibilité inhérente au travail.
- L'évolution de la demande de logements et des réglementations qui demandent de plus en plus d'ouvriers qualifiés et de techniciens, notamment dans les travaux de rénovation.
- Ces travaux demandent plus de savoir faire transversaux que les travaux de construction "classiques".
- Le départ d'artisans âgés pourrait se traduire par une concentration du secteur, à la filialisation des entreprises alors que prévaut jusqu'ici un émiettement et une cascade de sous-traitance.

B Bâtiment et travaux publics : l'évolution de l'emploi de 1985 à 2015



Source : DARES

Etablissements et emplois 2001 et 2009, Pays de la Région Mulhousienne

	Ets 2001	Ets 2009	Evol. Nb	Eff 2001	EFF 2009	Evol. %	Poids en %
Construction de bâtiments	63	53	-10	512	437	-14,6	0,52
Génie civil	17	17		628	636	1,27	0,76
travaux de constr. Spécialisés	590	573	-17	5845	5249	-10,2	6,27
Total	670	643	-27	6985	6322	-9,5	7,55

Source : UNISTATIS

Le BTP est un secteur important de l'économie locale avec plus de 7% de l'emploi privé. Les effectifs ont connu une légère baisse (596 postes) entre 2001 et 2009. La mécanisation de certaines tâches (dalles liquides, pompes à béton, banché etc) permettent de moins faire appel à des ouvriers non qualifiés et manoeuvres qu'autrefois.

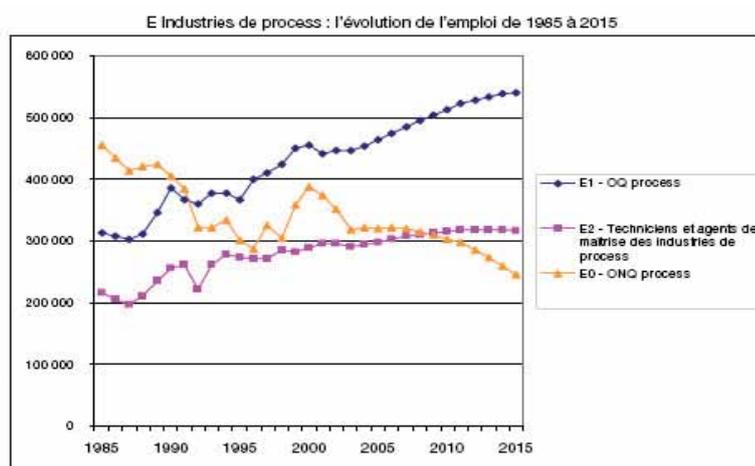
La dynamique démographique, relativement faible, de la Région Mulhousienne ne soutient pas une forte demande dans ce secteur. Néanmoins, l'existence d'un parc de logements anciens important liée à la mise en oeuvre de normes (diagnostics énergétique et thermique par exemple) pourraient se traduire par des travaux de rénovation importants. De manière plus générale, le Bâtiment Basse Consommation (en neuf comme en rénovation) et à l'avenir le Bâtiment à Energie

Positive (BEPOS) vont demander de nouvelles compétences et une plus grande transversalité des compétences. Par exemple, le travail en amont de la construction entre l'artisan maçon et l'électricien est essentiel dans un projet de construction "monomur". Il s'agit d'un enjeu en termes d'efficacité énergétique mais aussi d'organisation du travail au sein des différentes activités du secteur. Trois segments pourraient se développer à l'avenir. Les entreprises d'une certaine taille qui rejoignent les grands groupes pour pouvoir accéder aux marchés publics, aux techniques, aux capacités financières etc. Les entreprises "généralistes" qui avanceront leur capacité à intégrer l'ensemble des compétences techniques liés aux "nouveau bâtiment", quitte à faire appel à des sous traitants. Enfin, les petites entreprises qui vivront sur des "niches".

- CAS et DARES, Les métiers en 2015, 2007
- Ministère des Affaires Sociales, Contrat d'études prospectives, Les professions de la maîtrise d'oeuvre, 2003.
- CERECQ, Une vision prospective des métiers développés par les professionnels du bâtiment, 2008
- MEF de la région mulhousienne, Monographies sectorielles. Secteur Bâtiment Basse Consommation.

LA PROSPECTIVE EMPLOI 2015 : LES INDUSTRIES DE PROCESS

Les industries de process, comprennent les secteurs de l'agroalimentaire, de la chimie, plasturgie... De manière générale, comme dans les industries mécaniques, les emplois non qualifiés ont baissé très fortement et les emplois plus qualifiés tendent à se maintenir ou à croître. La taille des entreprises et leur stratégie sont deux éléments centraux de l'évolution de l'emploi. Soit les entreprises se positionnent sur des marchés de niches, demandant des compétences et une réactivité fortes ; soit elles entrent dans une compétitivité de prix, sur le marché mondial qui les conduit à une recherche exacerbée de productivité, et à l'automatisation des tâches. Dans les deux cas, le niveau de qualification croît car les compétences demandées dans ces industries évoluent vers le Bac voire le BTS pour des postes de conducteurs de machines...



Source : DARES

Etablissements et emplois 2001 et 2009, Pays de la Région Mulhousienne

	Ets 2001	Ets 2009	Evol. Nb	Eff 2001	EFF 2009	Evol. %	Poids en %
ind agoralimentaire	170	157	-13	2304	1766	-23,4	2,11
chimie	15	12	-3	1909	1179	-38,2	1,41
plasturgie	22	19	-3	1096	594	-45,8	0,71
Total	207	188	-19	5309	3539	-33,3	4,23

Source : UNISTATIS.

Les industries de process prennent une place importante dans la Région Mulhousienne, avec 4,3% de l'emploi salarié privé, grâce notamment à la chimie installée sur la bande Rhénane. Dans cette branche, les restructurations sont permanentes depuis une décennie au moins. Elles se traduisent par des baisses régulières d'effectifs. Au total, la chimie a perdu 730 postes entre 2001 et 2009.

L'enjeu à relever dans ces activités est de réaliser la transition vers la "chimie verte".

La plasturgie du territoire se comporte comme annoncé dans les travaux prospectifs, avec une perte de presque 50% de ces effectifs (-502 postes). La situation du secteur est difficile selon les analystes car trop d'établissements sont de petite taille, sans grande capacité d'investissement. D'autres sont de grande taille mais ne sont que

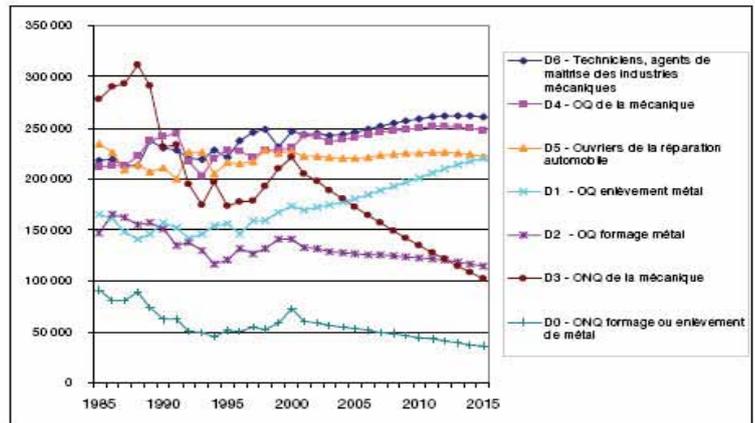
des exécutantes aux produits peu différenciés, donc soumises à la concurrence mondiale. Enfin, quelques entreprises sont spécialistes dans leur domaine, fabriquent des produits finis en maîtrisant l'ensemble de la chaîne jusqu'au client final.

- CAS et DARES, Les métiers en 2015, 2007
- Ministère des affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, La plasturgie, Contrat d'études prospectives, janvier 2005
- DGE, Les industries chimiques, synthèse prospective emploi-compétence
- Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, L'avenir de l'industrie chimique en France à l'horizon 2015, 2005
- MEF de la région mulhousienne, Monographies sectorielles. Secteur chimie

LA PROSPECTIVE EMPLOI 2015 : MÉCANIQUE ET TRAVAIL DES MÉTAUX

D'une manière générale, l'emploi est en repli, surtout pour les postes non qualifiés et dans l'industrie automobile où la recherche de gains de productivité est importante. L'emploi qualifié devrait se maintenir. La réparation automobile également car c'est un marché de proximité. Pour les salariés, la demande est de plus en plus forte de doubles profils comme par exemple des compétences en mécanique et des compétences en électronique. Exemples : pilotage de système, réparation automobile. L'avenir des ouvriers les moins qualifiés dépend en partie des entreprises qui peuvent former ces salariés pour faire face à leurs (futurs) besoins en qualification. Considérant les passages possibles entre les différents secteurs et la transversalité de certaines compétences, le développement des Certificats de Qualification Professionnelle Inter-branches est un atout.

D Mécanique et travail des métaux : l'évolution de l'emploi de 1985 à 2015



Source : DARES

Etablissements et emplois 2001 et 2009, Pays de la Région Mulhousienne

	Ets 2001	Ets 2009	Evol. Nb	Eff 2001	EFF 2009	Evol. %	Poids en %
métallurgie et transfor. Métaux	73	56	-17	1135	915	-19,4	1,09
équipements mécanique	54	32	-22	2158	936	-56,6	1,12
ind. Automobile	13	8	-5	13190	9279	-29,7	11,08
commerce et rep. Auto	220	219	-1	2182	1945	-10,9	2,32
transports terrestres	112	114	2	2513	2529	0,6	3,02
Total	472	429	43	21178	15604	-26,3	18,63

Source : UNISTATIS

Dans la Région Mulhousienne, les industries mécaniques et le travail des métaux représentent une part importante (20%) de l'emploi salarié privé. La métallurgie connaît une érosion de ses effectifs au niveau du Sud Alsace (-26% entre 2001 et 2009) un peu plus soutenue qu'au niveau national. L'industrie automobile est la branche la plus importante, suivie par la fabrication d'équipements mécaniques. Dans cette dernière, les pertes d'effectifs sont particulièrement importantes : la branche a perdu la moitié de ses effectifs (-1 122 personnes) entre 2001 et 2009. Les gains de productivité réalisés dans l'industrie automobile se sont également concrétisés par la suppression de 3 911 postes. La stratégie des groupes automobiles consiste à garder un socle de compétences stables et à faire appel à l'intérim et aux contrats à durée déterminée pour ajuster la production au volume des ventes. Le marché du travail dans cette industrie est dual. D'un côté, les salariés stables sont formés pour s'adapter aux besoins en compétences ; de l'autre, les entreprises font appel à du personnel intérimaire pour toutes les tâches nécessitant peu de

compétences spécifiques.

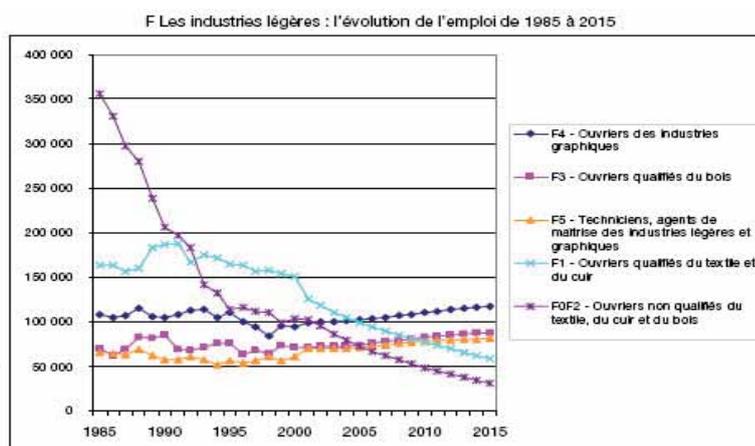
Dans les autres branches, les pertes d'emplois sont moins importantes, en termes relatifs comme en volume, mais les changements technologiques dans la réparation automobile expliquent sans doute qu'il y soit encore permis une réduction de postes. Les salariés y réalisent nettement moins de réparations, se "contentant" de changer des modules entiers.

- CAS et DARES, Les métiers en 2015, 2007
- BIPE, Etude prospective de l'activité et des emplois dans les industries métallurgiques à horizon 2015, selon différents scénarios, étude pour l'UIMM, 2006
- MEF/AURM, Mécanique du XXIe siècle, 2009
- MEF de la région mulhousienne, La métallurgie dans le Sud Alsace, 2011

LA PROSPECTIVE EMPLOI 2015 : INDUSTRIES LÉGÈRES

Les industries dites légères se composent essentiellement de l'industrie textile, du bois, des industries graphiques. Depuis de nombreuses années l'emploi est en baisse, particulièrement dans le textile. Dans ce secteur, deux types d'entreprises coexistent. D'un côté, les entreprises spécialisées sur des textiles techniques ; de l'autre les entreprises qui fabriquent des biens à faible valeur ajoutée qui sont aux prises avec la concurrence mondiale, avec les pays à main d'œuvre bon marché. D'où une automatisation du process, la baisse du nombre d'emplois non qualifiés et la demande là aussi d'ouvriers plus qualifiés, comme des conducteurs de machines etc. Pour se développer, ces entreprises doivent s'orienter vers des marchés de niches et de haut de gamme et/ou développer la production de textiles techniques.

Dans les industries graphiques, les qualifications évoluent assez nettement, au gré des nouvelles technologies, ce qui soutient l'emploi et demande un effort de formation.



Source : DARES

Etablissements et emplois 2001 et 2009, Pays de la Région Mulhousienne

	Ets 2001	Ets 2009	Evol. Nb	Eff 2001	EFF 2009	Evol. %	Poids en %
ind textile/habillement	25	14	-9	1370	479	-65,0	0,57
industrie du bois	9	8	-1	151	179	18,5	0,21
ind papier et carton	8	6	-2	386	288	-25,4	0,34
ind imprimerie	37	28	-9	455	242	-46,8	0,29
Total	79	56	-23	2362	1188	-49,7	1,42

Source : UNISTATIS.

Avec 1,5% seulement des effectifs salariés privés, les industries légères ne pèsent plus vraiment dans l'économie de la Région Mulhousienne. Le recul de ces industries s'explique surtout par les pertes d'effectifs dans les industries textiles et de l'habillement. Ils ont perdu 890 emplois en 8 ans, ce qui ne fait que confirmer une tendance depuis plusieurs décennies. De fait, les entreprises qui fabriquent des produits de grande consommation ne tiennent le plus souvent pas face à la concurrence des pays à bas coûts, sauf à accroître la machinisation et donc à réduire la place du travail. Pour autant dans ces activités, certaines entreprises, de taille relativement modeste, ont su prendre le tournant des textiles techniques. Il s'agit par exemple des textiles médicaux, des textiles résistants au feu... Leur maintien et leur développement passent par leur capacité à innover et la maîtrise d'un haut degré de compétences.

Les activités du papier carton et de l'imprimerie de labeur voient leurs effectifs se replier fortement (respectivement -98 et -213 emplois). Les industries du bois au contraire connaissent une légère croissance des

effectifs (+28) qui pourrait à l'avenir être soutenue par le regain d'intérêt pour la construction bois et le recours à la biomasse pour la production énergétique. Se pose cependant la question de la ressource exploitable en bois locale, qui pourrait s'avérer insuffisante.

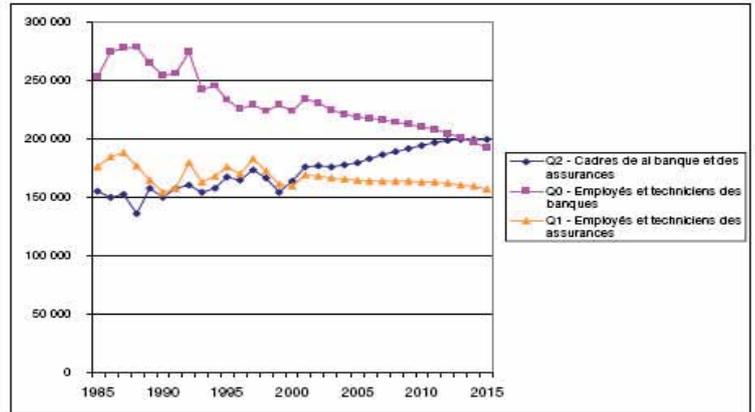
- CAS et DARES, Les métiers en 2015, 2007
- Forthac Sud Est, Les métiers stratégiques du secteur des textiles à usage technique, 2006.
- Développement et Conseil, Etude sur les textiles techniques, réalisée pour la DGE
- MEF de la région mulhousienne, Monographies sectorielles. Secteur textile

LA PROSPECTIVE EMPLOI 2015 : LES BANQUES ET ASSURANCES

Les secteurs de la banque et de l'assurance connaissent, depuis les années 80, des évolutions importantes, liées aux nouvelles technologies. Les employés, libérés des actes courants de guichet, sont orientés vers la relation client et les activités financières plus rentables. L'emploi est donc plutôt stable, malgré de nombreux départs en retraite, mais en profond renouvellement. Les fonctions commerciales et d'expertise prennent une place croissante. Le niveau de qualification pour entrer dans ces métiers est donc croissant. Il est de plus en plus nécessaire d'avoir des compétences techniques et relationnelles.

Dans l'assurance, un phénomène se généralise : la dématérialisation de l'activité et le développement des plate-formes de services. Parallèlement, la relation client prend une importance croissante pour toutes les demandes non standards.

Q Banque, assurances : l'évolution de l'emploi de 1985 à 2015



Source : DARES

Etablissements et emplois 2001 et 2009, Pays de la Région Mulhousienne

	Ets 2001	Ets 2009	Evol. Nb	Eff 2001	EFF 2009	Evol. %	Poids en %
activités financières	167	185	18	2015	1726	-14,3	2,06
assurance	32	34	2	522	450	-13,8	0,54
Activités auxiliaires	61	82	21	294	357	21,4	0,43
Total	260	301	41	2831	2533	-10,5	3,02

Source : UNISTATIS.

Les secteurs de la banque et de l'assurance divergent en partie par rapport aux évolutions anticipées au plan national. Localement, le volume d'emplois n'est pas stabilisé et ces deux activités perdent respectivement 289 et 72 postes. Le mouvement de rationalisation des implantations bancaires, les gains en productivité réalisés grâce aux nouvelles technologies permettent sans doute cette baisse du volume d'emploi.

Au contraire, l'emploi se développe conformément à la prospective nationale dans les "activités auxiliaires". Il s'agit d'emplois davantage spécialisés et qualifiés, tels que courtiers, analystes ou gestionnaires de risque etc, qui témoignent des évolutions qualitatives de ces emplois.

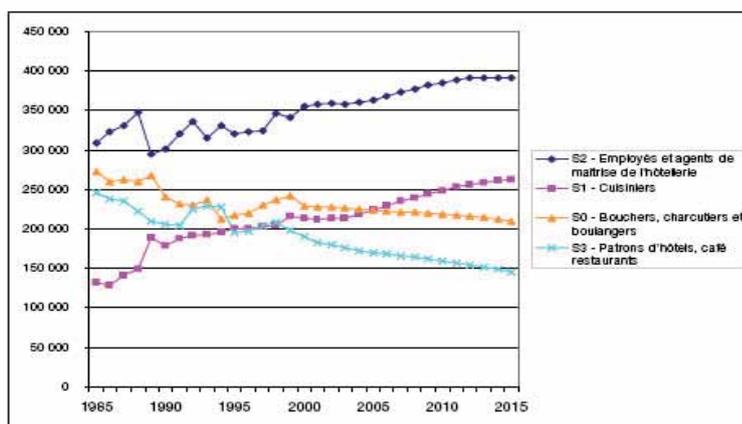
- CAS et DARES, Les métiers en 2015, 2007
- Observatoire des métiers de l'assurance, Quels métiers demain ? Un nouvel outil d'analyse prospective à horizon 2015 de l'industrialisation de l'assurance, 2006

LA PROSPECTIVE EMPLOI 2015 : HÔTELLERIE ET RESTAURATION

Dans le secteur hôtelier, la concurrence est vive avec l'hébergement à domicile d'une part et, d'autre part, les chaînes hôtelières qui se positionnent sur toute la gamme des établissements, des plus étoilés, au meilleur marché. La mise aux normes implique des investissements que les plus petits établissements ne peuvent pas toujours effectuer. L'actualité en offre un exemple avec la mise aux normes en matière d'accessibilité aux personnes handicapées qui doit entrer en vigueur en 2015.

Dans la restauration, il existe une très forte rotation du personnel causée par des salaires et des perspectives de carrières faibles, alors que les horaires de travail sont ingrats et le travail intense. Il y a un déficit d'attractivité de ces métiers, qui devrait se traduire à l'avenir par des besoins en main d'œuvre soutenus.

S Hôtellerie, restauration, alimentation : l'évolution de l'emploi de 1985 à 2015



Source : DARES

Etablissements et emplois 2001 et 2009, Pays de la Région Mulhousienne

	Ets 2001	Ets 2009	Evol. Nb	Eff 2001	EFF 2009	Evol. %	Poids en %
restauration	416	449	33	2662	2855	7,3	3,41
Hébergement	66	56	-10	792	557	-29,7	0,7
Total	482	505	22	3454	3412	-1,2	4,01

Source : UNISTATIS.

Les hôtels de la Région Mulhousienne sont moins nombreux en 2009 qu'en 2001 et les effectifs salariés ont perdu 235 postes. Néanmoins, avec un total de 3 030 chambres dont 928 classées trois et quatre étoiles, l'agglomération de Mulhouse est en position tout à fait honorable comparée à des agglomérations de taille similaire. Les projets de développement touristique de la Région Mulhousienne liés par exemple à la mise en service du TGV Rhin-Rhône et l'attractivité des

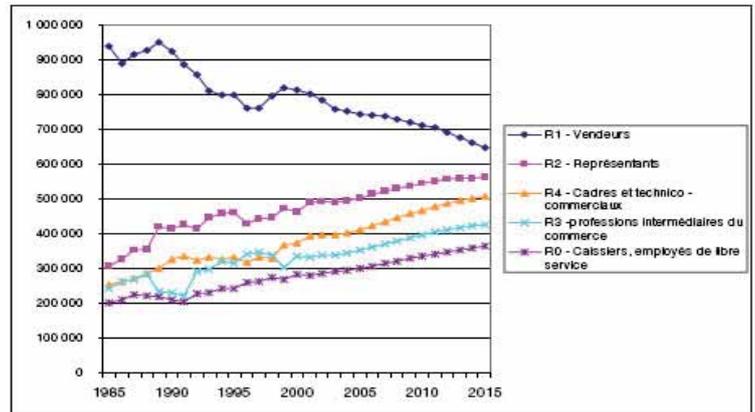
événements bâlois, sont de nature à soutenir l'activité dans ce domaine. Les effectifs de la restauration, qui représente à elle seule 3,4% des effectifs salariés privés, sont en croissance (+193)

- CAS et DARES, Les métiers en 2015, 2007
- CEREQ, Regard prospectif sur l'emploi de l'hôtellerie-restauration, 2000

LA PROSPECTIVE EMPLOI 2015 : LE COMMERCE

Les effectifs continueront de croître dans les métiers du commerce et de la vente dans le contexte d'une forte concurrence entre les firmes qui les oblige à se différencier, sur le service rendu, plus que sur les produits vendus. Pour les caissier(e)s, l'avenir pourrait être remis en cause par les "caisses automatiques" en libre service ou l'offre "drive" qui signifierait un arrêt des recrutements et la baisse des effectifs via la rotation forte du personnel. Des emplois peu qualifiés seraient ainsi supprimés. Pour certains produits, la concurrence va être croissante avec les nouvelles formes de distribution par internet. Mais, au contraire, des emplois nouveaux pourraient apparaître grâce aux TIC ou aux "drive-in", à l'instar des emplois de manutentionnaires ou de préparateurs de commande.

R Commerce et vente : l'évolution de l'emploi de 1985 à 2015



Source : DARES

Etablissements et emplois 2001 et 2009, Pays de la Région Mulhousienne

	Ets 2001	Ets 2009	Evol. Nb	Eff 2001	EFF 2009	Evol. %	Poids en %
commerce de gros	514	464	-50	6070	5496	-9,5	6,56
commerce de détail	995	1022	27	8920	8889	-0,3	10,61
Total	1509	1486	-23	14990	14385	-4,0	17,18

Source : UNISTATIS.

Les activités commerciales représentent un très gros volume d'emplois dans la Région Mulhousienne : 14 385 postes. Les effectifs du commerce de détail sont stables depuis 2001. Les grandes implantations commerciales sont antérieures et les grandes enseignes sont plutôt orientées vers une restructuration car le modèle "grande surface" tend à s'essouffler. L'enjeu est ici une requalification de certaines zones commerciales, pour qu'elles ne perdent pas en attractivité. Le maintien voire le développement du commerce dans les centres urbains est un autre enjeu important, qui commence à se manifester avec l'ouverture de deux "Carrefour Market" dans le centre ville de Mulhouse, d'un "Monsieur Bricolage" dans le centre ville de Strasbourg, entre autres exemples.

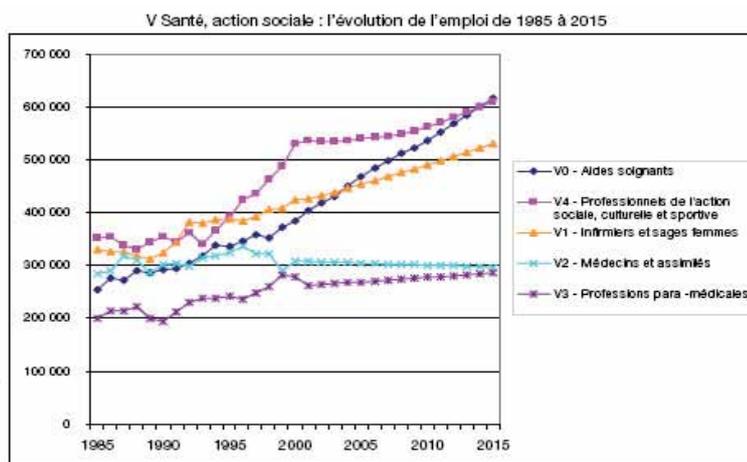
Le commerce de gros, quant à lui perd 574 emplois et un nombre significatif d'établissements (-50) entre 2001 et 2009. Cette baisse est sans doute à mettre au compte de la dégradation des activités industrielles locales qui entraîne une dégradation des activités de service aval.

- CAS et DARES, Les métiers en 2015, 2007
- CREDOC, Quel commerce pour demain ? La vision prospective des acteurs du secteur, 2010

LA PROSPECTIVE EMPLOI 2015 : LES ACTIVITÉS MÉDICALES ET SOCIALES

Le vieillissement de la population conduit à une croissance des demandes de soins. Paradoxalement, le nombre de médecins libéraux tend à baisser. Comme dans les activités para-médicales, les tensions sont fortes et les recrutements difficiles. Ces métiers (et surtout les infirmier(e)s, généralistes) ont une faible attractivité.

Dans le champ de l'action sociale, la dynamique de croissance forte, repose sur la transformation du rôle des femmes dans la prise en charge des enfants, des personnes âgées ou handicapées. Compte tenu du vieillissement de la population et du taux de natalité relativement élevé en France, ces tendances devraient se confirmer même si la croissance sera moindre que par les années passées.



Source : DARES

Etablissements et emplois 2001 et 2009, Pays de la Région Mulhousienne

	Ets 2001	Ets 2009	Evol. Nb	Eff 2001	EFF 2009	Evol. %	Poids en %
action pour la santé humaine	390	408	18	2239	2780	24,2	3,32
hébergement médicosocial	49	57	8	1888	2321	22,9	2,77
action sociale ss hébergement	84	112	28	3656	5433	48,6	6,49
Total	523	577	54	7783	10534	35,3	12,58

Source : UNISTATIS.

Les activités sociales et sanitaires constituent une part majeure de l'activité privée de la Région Mulhousienne avec plus de 12% des emplois privés. Les activités sociales constituent la part la plus importante, ce qui s'explique par la dégradation de la situation socio-économique, qui voit le taux de chômage atteindre 11,1% au 4^{ème} trimestre 2010, alors qu'il n'était que de 8,1% en 1999. En dehors d'une reprise économique qui recréerait de l'emploi, on peut penser que cette situation est appelée à perdurer. Cela est d'autant plus probable que la ville de Mulhouse représente un gros volume d'emplois et attire des personnes en recherche d'emploi. Ce processus alimente les activités sociales, notamment liées à l'insertion des personnes.

Dans le secteur médical, la croissance des établissements est faible (+18 Ets) mais la croissance des effectifs est forte (24%), ce qui signifie que les établissements sont de plus en plus importants. Une concentration du secteur semble donc se dessiner.

- CAS et DARES, Les métiers en 2015, 2007
- Commissariat Général au Plan, Prospective des métiers de santé, Les Cahiers du Plan n°3, mai 2005
- MEF/AURM, Les services à la personne dans le Pays de la Région Mulhousienne, 2010





DÉVELOPPER
A N I M E R
CONTRIBUER
R É D U I R E
ACCUEILLIR

